



Conseil Economique
et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1998/54/Add.1
4 février 1998

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-quatrième session
Point 9 a) de l'ordre du jour provisoire

ACTION VISANT A ENCOURAGER ET DEVELOPPER DAVANTAGE LE RESPECT
DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES ET,
NOTAMMENT, QUESTION DU PROGRAMME ET DES METHODES
DE TRAVAIL DE LA COMMISSION

AUTRES METHODES ET MOYENS QUI S'OFFRENT DANS LE CADRE
DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES POUR MIEUX ASSURER
LA JOUISSANCE EFFECTIVE DES DROITS DE L'HOMME
ET DES LIBERTES FONDAMENTALES

Rapport de la Rapporteuse spéciale chargée de la question de
la violence contre les femmes, y compris ses causes
et ses conséquences, Mme Radhika Coomaraswamy

Additif

Rapport de la mission au Rwanda sur la question de la violence
contre les femmes dans les situations de conflit armé

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Introduction	1 - 10	3
I. CONTEXTE GENERAL	11 - 24	5
II. LE GENOCIDE : LES FEMMES VICTIMES DE LA VIOLENCE .	25 - 37	9
III. PROBLEME DE L'IMMUNITE : COMMENT PUNIR LES AUTEURS	38 - 72	12
A. Tribunal pénal international pour le Rwanda .	39 - 66	13
B. Les procès nationaux	67 - 72	21
IV. SITUATION ACTUELLE DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES	73 - 86	22
A. Généralités	73 - 75	22
B. Etat médical et psychologie	76 - 86	23
V. LES FEMMES DANS LES PRISONS ET CENTRES DE DETENTION	87 - 97	26
VI. OPERATIONS ET ORGANISATIONS DES NATIONS UNIES AU RWANDA	98 - 112	30
A. Opération sur le terrain pour les droits de l'homme au Rwanda	102 - 106	31
B. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	107 - 108	33
C. Haut-Commissariat des Nations Unies aux réfugiés (HCR)	109 - 112	33
VII. ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES	113 - 118	34
VIII. RECONCILIATION, DEMOCRATIE ET PARTAGE DU POUVOIR . .	119 - 120	36
IX. RECOMMANDATIONS	121 - 149	37
A. Au niveau international	121 - 138	37
B. Au niveau national	139 - 146	39
C. Organisations non gouvernementales	147 - 149	41
<u>Notes</u>		42
Annexe (en anglais seulement)		43

Introduction

1. A l'invitation du Gouvernement rwandais, la Rapporteuse spéciale chargée de la question de la violence contre les femmes s'est rendu à Kigali, Ntarama, Butare, Gikongoro, Gitarama et Taba au Rwanda entre le 27 septembre et le 1er novembre 1997 en vue d'étudier la question de la violence contre les femmes en temps de guerre et au lendemain d'un conflit. La Rapporteuse spéciale a en outre visité, du 23 au 25 septembre 1997, le Tribunal pénal international pour le Rwanda à Arusha (République-Unie de Tanzanie).

2. La Rapporteuse spéciale tient à remercier de sa coopération et assistance le Gouvernement rwandais - et en particulier, S. E. Mme Aloysia Inyumba, Ministre de la condition féminine, de la famille et des affaires sociales - qui lui a permis de rencontrer des représentants de tous les secteurs clefs de la société et d'obtenir les informations et la documentation dont elle avait besoin pour faire rapport à la Commission des droits de l'homme d'une manière objective et impartiale.

3. La Rapporteuse spéciale est en outre extrêmement reconnaissante à M. Simon Munzu, Chef par intérim de l'Opération sur le terrain pour les droits de l'homme au Rwanda, pour sa coopération et son appui efficaces, ainsi qu'à son personnel pour avoir assuré le succès de sa visite sur le plan technique et logistique. En outre, la Rapporteuse spéciale tient à remercier en particulier Mme Urusaro Uwagaga Alice Karakezi, observateur indépendant du Tribunal pénal international pour le Rwanda chargé des crimes sexistes qui n'a épargné aucun effort pour qu'elle puisse rencontrer des représentants d'organisations non gouvernementales de défense des droits fondamentaux des femmes et recueillir les témoignages de nombreuses femmes victimes d'actes de violence.

4. Au Rwanda, la Rapporteuse spéciale a axé ses efforts sur la collecte d'informations dans les domaines suivants :

- a) Violence contre les femmes pendant le génocide;
- b) Situation des femmes après le génocide;
- c) Progrès accomplis dans les efforts déployés aux niveaux national et international pour punir les auteurs;
- d) Conditions de détention des femmes.

5. Pendant sa mission, la Rapporteuse spéciale a rencontré des représentants de haut niveau du Gouvernement, notamment le Ministre de la condition féminine, de la famille et des affaires sociales, le Ministre des affaires étrangères, le Ministre de la justice, le Ministre de la santé et le Procureur général, ainsi que des responsables du Ministère de l'intérieur, du développement communautaire et de la réinstallation. La Rapporteuse spéciale s'est également entretenue avec des représentants d'organisations non gouvernementales et d'organisations féminines et a recueilli les témoignages de 21 femmes victimes d'actes de violence. En outre, elle a visité l'hôpital central de Kigali, la prison centrale de Kigali, la prison centrale de Butare

et un "cachot" ou centre de détention à Taba ainsi que le bureau extérieur de l'Opération sur le terrain pour les droits de l'homme au Rwanda à Butare.

6. La Rapporteuse spéciale a, d'autre part, tenu des réunions avec le Procureur adjoint du Tribunal pénal international pour le Rwanda et son personnel au Bureau du Procureur, ainsi qu'avec des représentants du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organismes des Nations Unies présents au Rwanda.

7. Au Tribunal pénal international pour le Rwanda (Arusha), la Rapporteuse spéciale a assisté en tant qu'observatrice à la déposition du témoin "JJ" dans l'affaire contre Jean-Paul Akayesu, premier procès dans lequel la violence sexuelle figurait parmi les chefs d'accusation. Elle s'est également entretenue avec le Président du Tribunal, plusieurs juges, le greffier et son personnel ainsi qu'avec d'autres membres du personnel du Tribunal pénal international pour le Rwanda.

8. La Rapporteuse spéciale tient à remercier cordialement toutes les femmes qui ont accepté de lui faire part de ce qu'elles avaient vécu de façon à lui permettre de se faire ne serait-ce qu'une idée approximative de ce qu'elles avaient souffert. La Rapporteuse spéciale a été extrêmement touchée et impressionnée par le courage démontré par toutes les femmes qu'elle a rencontrées et par leur détermination de bâtir une vie meilleure au Rwanda.

9. A des fins de définition, la Rapporteuse spéciale souhaite rappeler qu'aux termes de l'article 2 de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, "le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe."

Le cas de "JJ" ¹

10. "Aussi, ne me demande jamais plus quel goût a une femme tutsi" : déclaration présumée de Jean-Paul Akayesu, ancien bourgmestre (maire) de la commune de Taba, un des accusés comparaissant devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda.

"Ils nous ont jetées dans un local où ils buvaient et fumaient de la marijuana. Un jeune homme s'est précipité vers moi. Il m'a conduite à un coin de la pièce. Il s'est déshabillé et a mis ses vêtements par

terre. Je lui ai demandé ce qu'il faisait. Il m'a dit que je n'avais pas le droit de lui poser de questions. Il m'a fait des choses humiliantes et le fait que j'étais une mère ne l'en a pas empêché. Quand il a fini la première fois, il a recommencé. J'étais épuisée. Je ne sentais presque plus rien. Il m'a laissée et est monté jusqu'à un endroit où d'autres personnes étaient violées. J'entendais des cris poussés par des jeunes filles mais je ne pouvais pas me lever pour voir. Pendant que je reprenais mon souffle, un autre homme est venu et m'a une nouvelle fois obligée à m'étendre. Il s'est déshabillé. Quand il a sorti son pénis, il portait encore ses sous-vêtements. Il m'a aussi violée. A ce moment-là, j'étais pratiquement morte. Il s'était peut-être rendu compte que j'allais mourir puisqu'il est parti dès qu'il avait fini. Une troisième personne est venue alors que j'étais là. Quand il m'a vu me rouler par terre, il a mis un préservatif. Quand il a terminé, j'ai pensé que cette fois j'allais mourir pour de bon. Je ne pouvais plus fermer les cuisses. Lorsqu'ils ont fini, ils sont partis... Après la réunion, les Interahamwes nous ont ramenées au centre culturel. Une fois à l'intérieur, ils ont refait la même chose. Ils nous ont de nouveau violées. J'ai été violée deux fois... Les viols se faisaient en public; ils nous ont violées devant les enfants. Les violeurs étaient de jeunes voyous. Essayez d'imaginer une mère violée par de jeunes garçons."

I. CONTEXTE GENERAL

11. Dans le présent rapport, il est question du génocide qui a eu lieu au Rwanda en avril 1994 et de ses suites. Les facteurs politiques et historiques qui sont à l'origine du génocide sont complexes et ne peuvent être décrits d'une manière détaillée dans un rapport d'enquête de ce type. L'histoire du conflit est non seulement complexe mais est au centre d'une vive controverse entre les parties concernées.

12. Il y a essentiellement deux écoles de pensée. Les tenants de la première, qu'on pourrait appeler l'"école primordiale", considèrent qu'il y a toujours eu deux groupes ethniques distincts au Rwanda, les Hutus, "les enfants de la terre", qui constituaient la majorité, et les Tutsis, qui étaient des envahisseurs venus d'Afrique septentrionale. Ils estiment qu'il leur incombe de mettre fin à la domination tutsi dans le pays et d'imposer en son lieu et place une hégémonie hutu. La seconde école de pensée considère que toutes les divisions actuelles entre groupes ethniques remontent au XIXe siècle et sont le produit de la domination coloniale. Ils font valoir que Tutsis et Hutus ont la même langue, la même culture et la même religion et que les puissances coloniales ont accentué le clivage racial en favorisant les Tutsis au début de la période coloniale. En conséquence, ce qui était davantage un clivage fondé sur l'activité professionnelle - les Tutsis étaient des éleveurs et les Hutus des agriculteurs - s'est transformé en clivage racial. Selon cette école de pensée, les Hutus et les Tutsis forment un seul et même groupe et il s'agit davantage d'un problème de classe que d'un problème de race. Cette école s'élève contre les différenciations ethniques et aspire à ce que l'Etat formule sa politique sans craindre ou favoriser un des groupes ethniques, le mérite devant être le seul critère d'avancement.

13. Les historiens non rwandais pensent que la vérité se situe quelque part entre les deux conceptions ². La monarchie bicentenaire du clan tutsi des Nyiginya et son système de clientélisme avaient donné lieu à une nette séparation entre les Tutsis et les Hutus avant même l'arrivée des puissances coloniales avec toutefois des relations plus fluides entre les deux identités. Il y avait des mariages mixtes, une interaction sociale et les catégories n'étaient pas aussi rigides ou exclusives. L'historiographie coloniale, qui a tenté de rattacher les Tutsis aux Egyptiens ou aux Ethiopiens, c'est-à-dire à des peuples considérés comme un trait d'union entre les populations blanches et les populations noires, a engendré une nette séparation par race. Les puissances coloniales, en particulier les Belges au XIXe siècle et au début du XXe, étaient proches de l'élite tutsi et gouvernaient par son intermédiaire.

14. Cependant, après la seconde guerre mondiale, sous l'influence des idées socialistes et des principes de la démocratie majoritaire, les puissances coloniales semblent avoir changé d'allié et ont appuyé une rébellion hutu. Ce changement d'alliance a débouché en 1959 sur les premiers massacres de Tutsis qui ont poussé à la fuite bon nombre de membres de cette ethnie. Pour les Hutus, 1959 a été l'année de la rébellion socialiste majoritaire. Pour les Tutsis, elle a marqué le début du conflit ethnique fratricide. Après 1959, les Tutsis se sont vu confisquer leur carte d'identité et ont commencé à être victimes d'une discrimination dans le domaine de l'enseignement et de la fonction publique. L'hégémonie hutu a aussi caractérisé le régime du Président Habyarimana dans les années 70 et est restée presque incontestée jusqu'à la fin des années 80, période à laquelle elle a commencé à être de plus en plus critiquée par les parties d'opposition et la rébellion armée du Front patriotique rwandais (FPR) dirigée par les Tutsis qui opérait à partir de l'Ouganda et d'autres pays voisins tels que le Burundi, la République-Unie de Tanzanie et le Zaïre.

15. La pression croissante exercée par le Front patriotique rwandais et les groupes d'opposition à l'intérieur du pays a débouché sur un cessez-le-feu en 1991. Depuis cette date et jusqu'en 1994, il y a eu deux processus parallèles. D'une part, le Gouvernement, encouragé par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et l'ONU, a ouvert des négociations avec le FPR et les dirigeants de l'opposition. Ce processus a abouti aux Accords d'Arusha qui ont été signés en août 1993 et qui ont permis de jeter les bases d'un gouvernement démocratique avec l'aide de l'OUA, de l'Organisation des Nations Unies, de la Tanzanie, de la Belgique et de l'Allemagne. Ces Accords comprenaient cinq protocoles portant respectivement sur l'état de droit, le partage du pouvoir, le rapatriement des réfugiés, l'intégration du Front patriotique rwandais dans les forces armées et un certain nombre de questions diverses. Comme le prévoyaient les Accords, l'Organisation des Nations Unies a créé une Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) qui a été chargée de superviser l'application de l'instrument, et en particulier le Protocole IV relatif à l'intégration des forces armées ³.

16. Mais, pendant qu'il parlait de paix et de réconciliation, le régime de Habyarimana préparait le génocide. Des incidents et des massacres isolés se sont produits entre 1991 et 1994 sans provoquer de réaction de la part de la communauté internationale. Une commission internationale formée par des organisations non gouvernementales et des groupes de défense des droits de

l'homme avait cependant appelé l'attention en 1993 sur l'imminence de la tragédie et la Rapporteuse spéciale de la Commission des droits de l'homme sur les exécutions extrajudiciaires sommaires ou arbitraires avait également évoqué le risque de plus en plus grand de tueries ⁴. Bien que les massacres aient commencé un jour après que l'hélicoptère du Président Habyarimana eut été abattu le 6 avril 1994, les préparatifs pour le génocide étaient alors presque achevés.

17. Le détail des préparatifs a été décrit dans des documents de l'Organisation des Nations Unies, notamment les rapports du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme au Rwanda, ainsi que dans des publications d'organisations non gouvernementales telles que Africa Rights, Amnesty International et Human Rights Watch. Vu l'abondance des écrits sur les préparatifs du génocide, le présent rapport ne s'attardera pas sur tous les aspects du processus. Il suffira de mentionner que l'appareil d'Etat tout entier et la milice du parti au pouvoir ont pris part aux massacres et que, selon les estimations, 500 000 à 1 million de personnes ont été tuées entre avril et décembre 1994. Le présent rapport mettra en revanche l'accent sur la partie des préparatifs du génocide qui a consisté à inciter les Hutus à l'action contre les femmes tutsis et à justifier la violence contre elles.

18. Un des principaux instruments de la propagande de l'extrémisme hutu était le journal Kagura, qui bien qu'étant à faible tirage, était activement appuyé par des personnalités influentes du Gouvernement et de l'armée. Le 10 décembre 1990, ce journal a publié les "Dix commandements" hutus. Le premier de ces commandements stipulait ce qui suit :

"1. Chaque muhutu doit savoir que chaque femme mututsi, où qu'elle soit, oeuvre en faveur des intérêts du groupe ethnique tutsi. En conséquence, nous considérons comme un traître chaque muhutu qui :

- épouse une femme tutsi;
- se lie d'amitié avec une femme tutsi;
- emploie une femme tutsi comme secrétaire ou en fait sa concubine".

Le deuxième commandement se lisait comme suit :

"2. Chaque muhutu doit savoir que nos filles hutus sont plus dignes et consciencieuses dans leur rôle de femme, d'épouse et de mère de famille. Ne sont-elles pas belles, ne sont-elles pas de bonnes secrétaires et ne sont-elles pas plus honnêtes ?".

Le troisième commandement était libellé ainsi :

"Femmes bahutus, soyez vigilantes et efforcez-vous de faire entendre à vos époux, vos frères et vos fils la voix de la raison."

19. Il est surprenant que les trois premiers des "Dix commandements" hutus se rapportent aux femmes tutsis. Dans le cadre de sa mission d'enquête sur la violence contre les femmes rwandaises pendant le génocide, Human Rights Watch a, elle aussi, appelé l'attention sur ce fait remarquable qu'est la vaste propagande contre les femmes tutsis pendant la période qui a précédé le génocide ⁵. Le stéréotype sexuel représentant les femmes tutsis comme des espionnes séductrices est omniprésent dans la littérature militante hutu. Il ressort également de cette littérature que les femmes tutsis sont considérées comme arrogantes et plus belles que les femmes hutus. Cette propagande a rempli sa fonction au moment des tueries et des viols collectifs. De nombreuses femmes tutsis ont été violées et humiliées et se sont vu reprocher d'être trop fières et arrogantes. Les auteurs du génocide doivent être tenus responsables de l'immense haine attisée contre les femmes tutsis qui a rendu possibles les actes de violence sexuelle les plus inhumains.

20. La condition de la femme dans la société rwandaise a en général eu pour effet d'exacerber la violence tous azimuts dont ont été victimes les femmes de ce pays. Selon le rapport du Rwanda à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, un cinquième des femmes rwandaises sont victimes d'actes de violence domestique commis par leur partenaire; les groupes de défense des femmes qui se sont entretenus avec la Rapporteuse spéciale étaient même convaincus que ce pourcentage est bien en deçà de la vérité. Le problème de la mortalité liée à la maternité a également été évoqué, 63 % des décès enregistrés parmi les femmes en 1993 étant dus au manque de soins en matière de santé reproductive ⁶. La participation des femmes à l'Assemblée nationale n'a jamais dépassé 17 % et seulement 5,26 % des hauts fonctionnaires et 3,2 % des membres des autorités locales sont des femmes ⁷.

21. Pourtant, c'est dans le domaine de la législation relative à la propriété de la terre et à l'émancipation économique que la discrimination à l'égard des femmes est la plus flagrante. Au Rwanda, les femmes ne peuvent pas hériter de la terre et n'ont accès ni aux crédits ni aux prêts. En outre, une femme mariée ne peut s'engager dans une activité commerciale ou exercer un emploi sans l'expresse autorisation de son époux. Cette discrimination criante dans les lois s'est révélée être pour les femmes qui ont survécu au génocide un obstacle insurmontable à l'accès aux responsabilités économiques, car elles ne pouvaient pas hériter des terres ou des biens laissés par leur mari décédé. Comme l'a fait observer Human Rights Watch : "La plupart des femmes qui ont survécu au génocide sont peu éduquées, n'ont pas les qualifications requises pour obtenir un emploi rémunéré et sont souvent empêchées d'accéder aux biens de leur mari ou de leur père simplement parce qu'elles sont des femmes" ⁸.

22. Le problème est d'autant plus aigu que, du fait du génocide, un grand nombre de ménages ont à leur tête une femme. Les groupes féminins qui ont témoigné oralement et certains groupes tels que ceux qui défendent les droits de l'homme affirment que les femmes constituent à présent 70 % de la population rwandaise et que 50 % des ménages sont dirigés par des femmes ⁹. En revanche, selon le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), qui a effectué une enquête sur un échantillon de 19 000 personnes, 34 % seulement des ménages rwandais ont actuellement à leur tête une femme, contre 21 % en 1992. Il ressort de l'enquête que la majorité de la population rwandaise est de sexe féminin et qu'il y a 87 hommes pour 100 femmes. Le FNUAP signale que les résultats de l'enquête peuvent varier d'une préfecture à une autre en

fonction de l'ampleur du génocide. Il reconnaît toutefois que la situation économique des ménages qui ont à leur tête une femme est moins bonne que celle des ménages qui sont dirigés par des hommes ¹⁰.

23. L'enquête sociodémographique met en outre en évidence un autre facteur, à savoir le veuvage. Selon cette enquête "les données relatives au divorce, à la séparation et au veuvage indiquent qu'il y a une forte instabilité conjugale au Rwanda. Deux pour cent des personnes de sexe masculin âgées de 12 ans et plus signalent qu'elles ont perdu leur épouse alors que 14,5 % des femmes sont veuves. Si on tient compte uniquement des personnes âgées d'au moins 21 ans, 22,5 % des femmes sont veuves contre 3,7 % seulement pour les hommes ¹¹. En conséquence, il est clair que la situation des veuves de guerre cause un énorme problème au Gouvernement et à la société rwandais.

24. Une autre donnée statistique, qui aide à comprendre la crise que traversent actuellement les femmes au Rwanda, est que seulement 43,6 % de la population féminine sont alphabétisées contre 50,5 % de la population masculine ¹². Ce faible taux d'alphabétisation est un problème pour les femmes qui se rendent compte à présent qu'elles doivent se donner, sur le plan économique, les moyens de diriger leur ménage et de subvenir aux besoins de leurs enfants. Le chômage ne semble pas être un problème puisque la plupart des personnes travaillent la terre et ne s'inscrivent pas par conséquent en tant que demandeurs d'emploi. Les femmes aussi travaillent la terre, et l'agriculture demeure leur principale occupation : 95 % d'entre elles et 88 % des hommes travaillent dans ce secteur. C'est dans ce contexte que les pratiques qui font que les femmes ne peuvent pas hériter de la terre posent un problème particulier. Le Ministre de la condition de la femme, de la famille et des affaires sociales a assuré la Rapporteuse spéciale que les dernières touches étaient apportées à un projet de loi visant à habiliter les femmes à posséder des terres et à obtenir des prêts, ce projet serait présenté au Parlement dans les tout prochains mois.

II. LE GENOCIDE : LES FEMMES VICTIMES DE LA VIOLENCE ¹³

Le cas de Bernadette

25. Bernadette était une religieuse bénédictine de Butare. Elle a quitté les ordres en raison de ce qu'elle avait vécu pendant le génocide. Elle était dans un couvent avec 30 autres religieuses dont la majorité était tutsis. Neuf de ces religieuses ont été tuées pendant le génocide. Lorsque les tueries ont commencé en avril 1997, de nombreux Tutsis s'étaient réfugiés dans le couvent car ils pensaient qu'ils seraient à l'abri dans l'enceinte de l'église. La Mère supérieure, Gertrude, qui était hutu, a informé les militaires que des Tutsis s'étaient réfugiés dans le couvent. Les militaires et les Interahamwes sont venus et ont donné l'ordre à tous les Tutsis de rester à l'intérieur. Quelques jours plus tard, ils sont retournés armés de machettes et d'autres objets et se sont livrés à un carnage qui a duré toute la journée. Il a été demandé à certains Tutsis de creuser de grandes fosses et les corps de leurs camarades décédés y ont été jetés. Certains étaient encore vivants et avaient sauté dans la fosse pour échapper aux machettes.

26. Des religieuses hutus ont participé au massacre. Une d'entre elles a donné du pétrole aux Interahamwes qui s'en sont servi pour brûler vifs

des Tutsis qui n'avaient pas encore été tués. Pendant le massacre, les religieuses tutsis et leurs familles s'étaient réfugiées dans leurs cellules et de nombreuses personnes ont pu ainsi échapper à la mort. Ignorant les supplications des religieuses tutsis qui voulaient qu'elle autorise leurs familles à rester dans le couvent, la Mère supérieure a écrit au bourgmestre pour l'informer de leur présence. Dès le jour suivant, les Interahamwes, armés de machettes et d'autres objets, ont tué les familles des religieuses tutsis devant ces dernières. Les personnes qui avaient offert aux Interahamwes de l'argent contre leur liberté ont été abattues. Celles qui ne leur avaient rien donné ont été tuées à coups de machette et jetées dans les toilettes.

27. Bernadette a fui en Belgique avec la mère supérieure où elle a essayé de porter plainte contre les violations des droits de l'homme commises par les religieuses hutus. Elle a témoigné que l'Eglise ne lui avait apporté aucune aide et avait même essayé de faire signer à toutes les religieuses qui avaient survécu au massacre un document attestant l'innocence de la mère supérieure. Apparemment l'Eglise craignait les retombées du massacre sur l'ordre; en conséquence, Bernadette a décidé de quitter les ordres et de retourner au Rwanda.

Le cas de Monique

28. Lorsque le génocide a commencé, Monique s'est échappée dans la forêt avec sa fille qui était âgée de six ans. Les Interahamwes les ont trouvées et les ont violées toutes les deux à maintes reprises. Monique était enceinte depuis six mois. Elle a mis au monde un enfant anormal. Sa fille a été gravement traumatisée par le viol. Monique souffre d'une lésion à l'utérus et est devenue diabétique. Son époux est mort et elle n'a plus la force de prendre soin de ses deux enfants. Monique est allée témoigner à Arusha contre les auteurs du génocide; lorsqu'elle est retournée chez elle elle a remarqué qu'on avait posé des cailloux et du poivre sous sa porte ainsi qu'une note contenant ce qui suit : "Vous êtes aussi une tueuse puisque vous accusez les autres". Elle a été ensuite chassée de la maison qu'elle louait. Bien que le tribunal l'aide actuellement à trouver un logement, il ne semble pas avoir les ressources nécessaires.

Le cas de Denise

29. Denise venait de se marier lorsque le génocide a commencé. Elle nous a raconté que les Interahamwes étaient venus chez elle et avaient tué son époux et l'avaient sauvagement battue; une machette lui avait lacéré le bras et elle avait été blessée par des éclats de grenade. Un ami hutu l'a emmenée à l'hôpital et l'a enregistrée en tant que Hutu et comme étant sa femme. Le médecin l'a toutefois reconnue et lui a dit qu'il savait qu'elle était tutsi. En conséquence, elle n'a pas pu bénéficier de soins médicaux et il lui a été enjoint de quitter l'hôpital. Denise est rentrée chez elle mais en raison de la situation dangereuse qui régnait à l'époque elle est allée se réfugier dans la forêt. Mais l'infection due à la blessure qu'elle avait au bras avait commencé à se transformer en gangrène. Dans la forêt, Denise ne mangeait que des baies, le repas le plus copieux qu'elle avait fait ayant consisté en trois pommes de terre crues qu'elle avait mangées lentement pendant un mois.

30. Denise nous a raconté qu'à ce moment-là sa blessure était infestée d'asticots et qu'elle n'avait eu d'autre choix que d'arracher son propre bras en tirant dessus sans aucune anesthésie ou soin médical. Lorsque le Front patriotique rwandais l'a trouvée dans la forêt, le moignon de son bras était encore couvert d'asticots et de puces. Elle a été conduite à un hôpital de la Croix-Rouge et il a fallu l'amputer à trois reprises d'une partie de son bras pour arrêter la gangrène.

Le cas de Jeanne

31. Lorsque le génocide a commencé, Jeanne a pris sa bible et est allée prier à l'église avec une amie. A l'entrée de l'église, elle a rencontré un de ses voisins avec d'autres hommes. Ce voisin, dont elle savait que la femme avait le SIDA, lui a dit : "j'ai le SIDA et je veux te le transmettre". Il l'a ensuite violée là devant l'église bien qu'il sût qu'elle était enceinte. Les deux autres hommes l'ont ensuite violée tour à tour.

32. Jeanne a survécu au génocide mais elle a contracté le SIDA. Les lésions ont commencé à se développer et elle est à présent percluse de douleurs. Jeanne nous a dit qu'elle se rendait dans un centre de soins de santé mais qu'elle n'avait pas d'argent pour acheter des médicaments, et les stocks du centre étaient insuffisants. Nombreuses sont les femmes qui comme Jeanne ont survécu au génocide mais ont attrapé le SIDA.

Le cas de Donatilla

33. Lorsque le génocide a commencé, un journaliste nommé Ruyenzi s'est présenté chez Donatilla avec un groupe d'hommes pour la violer. Deux hommes lui ont écarté les jambes pendant que le journaliste, utilisant des ciseaux rouillés, lui a sectionné les organes génitaux. On lui a coupé le clitoris et mutilé la vulve. Son agresseur a ensuite exhibé en public les organes génitaux coupés. Donatilla nous a dit que le journaliste était à présent en prison mais qu'elle était persécutée et menacée par sa famille. Elle se déplaçait d'un endroit à l'autre par peur de rencontrer les autres violeurs qui sont encore en liberté.

Le cas de Marceline

34. Marceline vivait dans la commune de Taba (Gitarama). Lorsque le génocide a commencé, sa maison a été brûlée et elle a fui avec sa famille vers un endroit où, d'après les rumeurs, on ne tuait pas des gens à coup de machette mais en leur tirant dessus - ce que Marceline considérait comme une mort moins dégradante. Les Interahamwes ont encerclé sa famille dans une grande maison, ont tué tous les hommes et ont déshabillé les femmes. Marceline et d'autres femmes ont été obligées de creuser des tombes pour enterrer les hommes. Les Interahamwes ont en outre pris les enfants et les ont jetés dans les fosses, demandant à leur mère de les enterrer vivants. "Je n'oublierai jamais cette scène où mon fils me suppliait de ne pas l'enterrer vivant" nous a déclaré Marceline. "Il a plusieurs fois essayé de sortir de la fosse mais les agresseurs lui ont assené des coups pour l'en empêcher. Et nous avons dû continuer de couvrir la fosse de terre jusqu'à ce qu'ils furent asphyxiés et qu'il n'y eut plus aucun mouvement".

35. La Rapporteuse spéciale et son équipe ont entendu les innombrables témoignages sur les violences sexuelles infligées aux femmes pendant le génocide, et les cas qui sont exposés ci-dessus ne sont que quelques exemples parmi tant d'autres. Les actes de violence sexuelle décrits dans ces récits sont le viol, le viol collectif, l'esclavage sexuel, la torture, la mutilation, l'assassinat et le mariage forcé. On a fait visiter au Rapporteur spécial des écoles et des églises où les squelettes des victimes du génocide avaient été laissés sur place pour que les survivants se souviennent. Les gens ont été victimes des traitements les plus inhumains, et les tueries ont été perpétrées par des officiels, des miliciens, des soldats et des voisins des victimes. Il n'y avait simplement aucun moyen d'y échapper.

36. Les problèmes de santé des personnes qui ont survécu au génocide sont une des préoccupations majeures de la Rapporteuse spéciale. Bien que des viols aient été commis sur une vaste échelle et que de nombreuses femmes souffrent de blessures graves à leurs organes génitaux, il n'y a que cinq gynécologues dans tout le Rwanda. En outre, la plupart des victimes se gardent de parler des lésions dont elles souffrent à des membres de la profession médicale ou essaient des remèdes traditionnels, car la honte les empêche d'évoquer les atrocités qu'elles ont subies. Aux yeux de la Rapporteuse spéciale les services de santé semblaient peu sensibles aux besoins des femmes et c'est seulement après des questions répétées que les responsables de la santé ont reconnu que la violence sexuelle nécessitait une intervention médicale très spécialisée. Il semble que si les services de santé rwandais sont préparés pour soigner des blessures ordinaires telles que celles qui sont causées par des éclats de grenade, des balles, des coups de machette ainsi que les amputations et les mutilations, ils ne sont pas en mesure de faire face aux problèmes dus à la violence sexuelle. La Rapporteuse spéciale considère toutefois que les professionnels de la santé avec lesquels il a parlé étaient sensibles à la nécessité de lancer des programmes spéciaux en faveur des victimes d'actes de violence sexuelle.

37. Des experts travaillant sur le terrain nous ont parlé des traumatismes psychologiques. Les cas de dépression étaient fréquents parmi les femmes après le génocide. Selon un psychologue, 80 % des personnes qui viennent le consulter sont des femmes et 50 % ont moins de 25 ans. Bon nombre d'entre elles souffrent de troubles psychosomatiques (palpitations, nausée, insomnie, frigidité, etc.). Elles semblent en butte à un problème d'identité, n'ayant plus de mémoire, plus de règles pour les guider et plus de normes pouvant régir leur existence. Elles gardent en elles une immense haine et un grand désir de revanche. De nombreuses femmes ressentent ces problèmes avec encore plus d'acuité : leur époux étant décédé elles doivent prendre en main leur vie et celle de leurs enfants. La plupart des femmes ont été violées et ont par conséquent d'énormes problèmes psychologiques. Elles parlent ouvertement du viol mais se gardent de s'adresser aux tribunaux. La plupart sont très courageuses mais la reconstruction de leur vie et de leur communauté après le génocide représente une tâche gigantesque.

PROBLEME DE L'IMPUNITE : COMMENT PUNIR LES AUTEURS

38. Ayant entendu le témoignage de tant de femmes victimes de sévices sexuels, la Rapporteuse spéciale a trouvé révoltant que ce n'est qu'en août 1997 et seulement après de fortes pressions internationales de la part de

groupes de défense des femmes que la première inculpation pour violence sexuelle a été prononcée par le Tribunal pénal international pour le Rwanda. Il n'y a actuellement aucune affaire de violence sexuelle devant les tribunaux rwandais. Le contraste entre la réalité qu'ont vécue les femmes pendant le génocide et le fait que les affaires de violence sexuelle soient - pour le moins que l'on puisse dire - si peu en évidence devant les tribunaux internationaux et nationaux devrait préoccuper gravement la communauté internationale. L'incapacité de poursuivre et punir les auteurs d'actes de violence sexuelle met sérieusement en cause le système tout entier et, en particulier, le Tribunal pénal international pour le Rwanda.

A. Tribunal pénal international pour le Rwanda

39. Le génocide a commencé le 6 avril 1994 lorsqu'un avion transportant les Présidents rwandais et burundais a été abattu près de l'aéroport de Kigali, et a duré jusqu'en septembre 1994, date à laquelle le Front patriotique rwandais a proclamé sa victoire. Le 8 novembre 1994, par sa résolution 955 (1994), le Conseil de sécurité a créé le Tribunal pénal international pour le Rwanda. En application du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le Conseil a exhorté tous les Etats à apporter leur coopération. Dans cette optique, il est quelque peu déconcertant qu'un juge de l'Etat du Texas ait paraît-il ordonné la libération d'Eliza phan Ntakirutimana, pasteur inculpé par le Tribunal. La Rapporteuse spéciale est d'avis qu'il incombe au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique de veiller à ce que ses engagements en vertu du droit international soient respectés.

40. La Rapporteuse spéciale a constaté que le Représentant permanent du Rwanda auprès de l'Organisation des Nations Unies a voté contre la résolution portant création du Tribunal pénal international et contenant le statut du Tribunal au motif que le mandat du Tribunal n'englobe pas les massacres commis avant le génocide. Il semble en outre que le Représentant permanent n'ait pas apprécié la dépendance de la chambre d'appel et du bureau du Procureur vis-à-vis du bureau du Procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie à La Haye. Le Représentant permanent a en outre critiqué la tenue des procès à Arusha (République-Unie de Tanzanie) et non au Rwanda et le fait qu'il n'y ait pas de possibilité d'imposer la peine de mort dans les affaires où elle devrait l'être.

41. Trois articles distincts du statut du Tribunal pénal international pour le Rwanda définissent la compétence du Tribunal. L'article 2 prévoit des poursuites à l'encontre des personnes soupçonnées d'avoir commis un génocide. Bien que le bureau du Procureur à La Haye, encouragé par les chambres d'accusation, ait laissé entendre que le viol pourrait être considéré dans les affaires concernant la Bosnie-Herzégovine comme un acte perpétré dans l'intention de commettre un génocide, ni le Procureur adjoint à Kigali ni la chambre d'accusation à Arusha ne se sont pour l'instant prononcés sur la question. Lors d'entretiens informels avec la Rapporteuse spéciale à Arusha et Kigali, des membres du bureau du Procureur ont annoncé leur intention d'aborder le sujet au cours des procès. Cela dit, les actes d'accusation restent muets sur la question. La Rapporteuse spéciale note avec déception que la question de la grossesse forcée qui pourrait être considérée comme un facteur de génocide en vertu des alinéas d) et e) de l'article 2 n'a pas été

soulevée. Dans le cas du Rwanda, il semble manifeste que la violence sexuelle constitue un élément indissociable du génocide comme le montrent les témoignages des personnes qui y ont survécu. Le fait que cela n'ait pas été pris en compte dans la procédure du Tribunal pénal international pour le Rwanda constitue un sérieux revers dans le cadre des efforts visant à poursuivre en justice les auteurs d'actes de violence sexuelle au niveau international.

42. L'article 3 du Tribunal pénal international pour le Rwanda définit les domaines de compétence du Tribunal en ce qui concerne les crimes contre l'humanité. L'alinéa g) de cet article mentionne expressément le viol en tant que crime contre l'humanité. Il ressort également du statut du Tribunal que pour être considéré comme un crime contre l'humanité, le viol doit avoir été commis dans le cadre d'une attaque généralisée et systématique dirigée contre une population civile quelle qu'elle soit, en raison de son appartenance nationale, politique, ethnique, raciale ou religieuse. La "torture" et l'"esclavage" sont également mentionnés dans cet article. La Rapporteuse spéciale a été informée pendant sa visite à Arusha que les procureurs et les juges commençaient à aborder le viol en tant que crime contre l'humanité. La Rapporteuse spéciale regrette cependant qu'ils n'aient pas été aussi inventifs dans leurs efforts que leurs homologues du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie qui ont assimilé le viol à la torture et à l'esclavage et l'ont considéré en lui-même comme un crime contre l'humanité. La conclusion est que, contrairement à son homologue de La Haye, le Tribunal pénal international pour le Rwanda traite les victimes de la violence sexuelle comme des "citoyens de deuxième classe".

43. Peut-être la partie la plus révolutionnaire du statut du Tribunal pénal international pour le Rwanda est l'article 4 qui définit les actes pouvant constituer un crime de guerre en vertu de l'article 3 commun aux Conventions de Genève où il est question des conflits internes. De nombreux commentateurs sont d'avis que l'interdiction des violations graves des Conventions de Genève de 1949 ne s'applique pas aux conflits internes. Or, selon le statut du Tribunal pénal international pour le Rwanda, tel qu'il a été adopté par le Conseil de sécurité, les actes suivants sont interdits dans le cadre des conflits internes :

- a) Les atteintes portées à la vie, à la santé et au bien-être physique ou mental des personnes, en particulier le meurtre, de même que les traitements cruels tels que la torture, les mutilations ou toutes formes de peines corporelles;
- b) Les punitions collectives;
- c) La prise d'otages;
- d) Les actes de terrorisme;
- e) Les atteintes à la dignité de la personne, notamment les traitements humiliants et dégradants, le viol, la contrainte à la prostitution et tout attentat à la pudeur;
- f) Le pillage;

g) Les condamnations prononcées et les exécutions effectuées sans un jugement préalable rendu par un tribunal régulièrement constitué, assorti des garanties judiciaires reconnues comme indispensables par les peuples civilisés.

44. L'article 4 est un jalon important dans l'évolution du droit international en ce sens qu'il interdit dans le contexte des conflits internes bon nombre d'actes s'apparentant à ceux qui sont considérés comme des violations graves des Conventions de Genève dans le contexte des conflits armés internationaux et qu'il étend les normes concernées aux conflits internes. Les auteurs du statut devraient, en outre, être félicités pour avoir mentionné expressément le viol et la contrainte à la prostitution en tant qu'actes interdits par le droit international même dans le contexte des conflits internes.

45. La Rapporteuse spéciale se demande pourquoi, malgré l'existence d'un vaste dispositif juridique pouvant servir de fondement à une action contre les viols et les actes de violence sexuelle commis dans le cadre du génocide, peu nombreuses sont les personnes qui ont été accusées de tels crimes. Il y a lieu de se demander pourquoi la jurisprudence novatrice établie par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie à La Haye n'a eu aucune incidence sur la procédure du Tribunal pénal international pour le Rwanda. La Rapporteuse spéciale s'est longuement entretenu avec les membres du bureau du Procureur de ce tribunal à Kigali, en particulier avec le Procureur adjoint qui venait d'être nommé. Son prédécesseur n'avait prononcé aucune inculpation pour viol ou violences sexuelles.

46. Le nouveau Procureur adjoint s'est montré très ouvert et a regretté que le bureau du Procureur ait fait preuve de si peu d'esprit d'initiative à propos des cas de viol. Il a donné l'assurance à la Rapporteuse spéciale qu'il avait pris plusieurs mesures pour faire face aux délits de violence sexuelle. Le Procureur adjoint a, en effet, organisé, en collaboration avec des experts internationaux, deux ateliers pour familiariser le personnel du bureau du Procureur avec la question de la violence sexuelle, les enquêtes connexes et les poursuites à engager contre les auteurs. Il a en outre mis en place une cellule spéciale, l'équipe chargée des agressions sexuelles. Cette équipe se compose de trois fonctionnaires, ainsi que d'un psychologue, d'une infirmière, de deux avocats, de deux agents de police de sexe féminin et un de sexe masculin. Le Procureur adjoint a expliqué que l'équipe préparait les victimes de viol à témoigner, collaborait avec des organisations non gouvernementales, accompagnait les témoins et les victimes jusqu'au Tribunal pénal international pour le Rwanda à Arusha et fournissait un foyer de transition sûr et secret aux témoins à Kigali. Le Procureur général adjoint était convaincu que grâce à ces innovations, le rôle du Tribunal pénal international pour le Rwanda vis-à-vis des victimes de violences sexuelles allait s'améliorer. Au moment de la visite de la Rapporteuse spéciale, deux personnes étaient accusées de violences sexuelles, l'une d'elle était Jean-Paul Akayesu.

47. Cela dit, le Procureur adjoint a signalé certaines insuffisances structurelles qui influaient sur l'efficacité des mesures qui étaient prises. Il semble que bon nombre de procureurs sont jeunes et n'ont pas les connaissances spécialisées requises pour traiter des affaires de violence sexuelle. Comme les procès ont lieu à Arusha et l'accusation opère à Kigali,

il est craint que le Tribunal pénal international pour le Rwanda à Arusha ne fasse preuve de discrimination à l'égard du bureau du Procureur à Kigali, notamment en ce qui concerne les ressources. Le Procureur adjoint soutient que le bureau du Procureur devrait être la principale instance responsable, en particulier lorsqu'il s'agit de la protection des témoins et des victimes.

48. Les améliorations opérées par le bureau du Procureur à Kigali sont louables, mais apparemment trois facteurs importants font que les personnes qui sont poursuivies pour violence sexuelle sont peu nombreuses. Le premier est que le bureau du Procureur ne prend pas d'initiatives. L'équipe chargée des agressions sexuelles ne se rend pas sur le terrain pour enquêter sur la violence sexuelle ou repérer les cas éventuels; ce sont plutôt les femmes victimes ou les témoins potentiels qui doivent prendre contact avec elle. C'est seulement lorsque des actes de violence sexuelle sont constatés lors d'enquêtes sur d'autres infractions que l'équipe y donne suite. Ce manque d'initiative fait que quelques cas seulement sont portés à l'attention du bureau du Procureur.

49. Le deuxième facteur est que les femmes semblent hésiter à aller témoigner. Il a été expliqué à la Rapporteuse spéciale que leur "culture" et leur éducation traditionnelle les empêchaient de parler ouvertement de questions aussi intimes. Or, la Rapporteuse spéciale ne semble avoir eu aucun problème à recueillir des informations et des dépositions des victimes et des témoins. Il se peut que leur culture empêche les femmes de parler mais la Rapporteuse spéciale a eu l'impression qu'encouragées et appuyées par les organisations féminines, les femmes victimes d'actes de violence semblaient penser que le fait de parler constituait une façon de se libérer et que cela pouvait en fait faciliter le travail de la justice. La Rapporteuse spéciale se demande donc pourquoi les femmes ont si peur de se rendre au Tribunal pénal international pour le Rwanda à Arusha. Les organisations non gouvernementales et les spécialistes du droit avec lesquels elle s'est entretenue étaient d'avis que la stratégie d'enquête utilisée par le bureau du Procureur était culturellement inadaptée et que de nombreux enquêteurs étaient peu sensibles aux aspects culturels.

50. La Rapporteuse spéciale a noté que du point de vue culturel, il semblait y avoir un mur entre les victimes et les témoins d'une part et les enquêteurs de l'autre. Le fait que jusqu'à une période récente tous les enquêteurs étaient de sexe masculin a accentué le problème. Selon des représentants d'organisations non gouvernementales et d'organisations féminines les termes pour décrire certains actes sexuels n'existent pas en Kinyarwanda, de sorte que les victimes avaient du mal à exprimer certains concepts et idées. Il faut donc qu'il y ait des enquêteurs qualifiés ayant une meilleure compréhension de la culture rwandaise. C'est là une question importante dont il faudra tenir compte en recrutant des enquêteurs.

51. Le troisième facteur - et peut-être le plus important - qui fait qu'il y a si peu d'affaires de violence sexuelle devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda est que de nombreuses femmes craignent les répercussions et les représailles. Le Programme pour la protection des victimes et des témoins du Tribunal a été vivement critiqué par des organisations non gouvernementales et féminines, ainsi que par certaines victimes qui ont témoigné devant le Tribunal. Il a été signalé à la

Rapporteuse spéciale que des personnes qui avaient témoigné à Arusha avaient été tuées. De nombreuses victimes que la Rapporteuse spéciale a interrogées ont déclaré qu'elles avaient peur de se rendre à Arusha parce qu'elles n'avaient pas confiance dans le dispositif de protection.

52. La Rapporteuse spéciale s'est également longuement entretenue avec des membres du Groupe de protection des victimes et des témoins du Tribunal pénal international pour le Rwanda à Arusha. On a fait valoir que le Programme s'était certes révélé inefficace dans le passé, mais de nombreuses améliorations y ont été opérées. Une équipe chargée des agressions sexuelles a apparemment été créée au sein du Groupe de façon à répondre aux besoins des femmes victimes qui se rendent à Arusha. Le chef du Groupe a indiqué que, lorsque des témoins venaient déposer devant le Tribunal à Arusha, ils étaient logés dans des lieux sûrs, avaient accès à des médecins, des psychologues et aux soins médicaux, recevaient leurs repas là où ils étaient logés et bénéficiaient d'une surveillance 24 heures sur 24. Leurs besoins, y compris en ce qui concerne l'habillement et le confort, étaient satisfaits, et des efforts particuliers étaient faits pour leur apporter un soutien moral. Un poste de conseillère pour les questions féminines a été créé au Greffe du Tribunal pour assurer un tel soutien aux femmes qui viennent témoigner. La Conseillère parlait la langue locale des témoins et semblait sensible à leurs préoccupations.

53. Les organisations non gouvernementales et féminines avaient toutefois de sérieux doutes quant aux innovations opérées à Arusha et affirmaient que la stratégie suivie par le Groupe pour la protection des victimes et des témoins pouvait sembler judicieuse en théorie mais, en réalité, le traitement que recevaient les témoins laissait à désirer. Il n'y avait pas de psychologue sur place et les services médicaux fournis aux victimes étaient inférieurs à ceux dont bénéficiaient les personnes en détention provisoire.

54. Il a été également noté avec préoccupation que, s'agissant de la protection des témoins, le principal problème ne se posait pas à Arusha mais au Rwanda au moment du retour. Les organisations non gouvernementales étaient extrêmement inquiètes, car un ou deux témoins avaient été tués et de nombreux autres avaient reçu des menaces. Il a été estimé qu'Arusha était relativement loin de ce qui se passait au Rwanda et que le Groupe de la protection des victimes et des témoins devrait être réinstallé à Kigali de façon à pouvoir prendre des mesures efficaces et de vaste envergure pour la protection des témoins à leur retour. Il a été également signalé que, dans certains cas, il avait été demandé aux témoins, lors de leur départ du Rwanda vers Arusha, de remplir des cartes d'embarquement avec leur nom et adresse; or on sait que chacun peut avoir accès à ces cartes.

55. Le Groupe pour la protection des victimes et des témoins a affirmé que les deux décès intervenus au Rwanda dont il est question ci-dessus étaient sans rapport avec le fait d'avoir témoigné devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda. Cela dit, le Groupe a reconnu que la protection des témoins au Rwanda posait un problème délicat. Des efforts étaient faits pour réinstaller des témoins dans le pays, mais comme il s'agit d'une société très fermée, de telles mesures pourraient se révéler inefficaces. Le Groupe a proposé d'étudier la possibilité de réinstaller les témoins les plus menacés à l'extérieur du Rwanda. Un appel a semble-t-il été lancé à cet effet en vue

d'identifier des pays d'accueil potentiels mais la communauté internationale n'a pas répondu. Les appréhensions au sujet des formalités d'immigration s'ajoutant aux incidences financières et aux problèmes que pose la sécurité des personnes concernées ont été mentionnées parmi les facteurs qui pourraient être à l'origine d'une telle réticence. Toutefois, le Groupe pour la protection des victimes et des témoins est fermement convaincu que si elle veut assurer la sécurité des témoins les plus menacés, la communauté internationale doit mettre en place un dispositif de protection internationale.

56. Le Groupe pour la protection des victimes et des témoins n'a pas non plus apprécié les affirmations de certaines organisations non gouvernementales selon lesquelles son fonctionnement laisserait à désirer. Il estime que l'on déformait la réalité. Pourtant, les organisations non gouvernementales avec lesquelles la Rapporteuse spéciale s'est entretenue à Kigali croyaient fermement que l'incapacité du Groupe à protéger les témoins au Rwanda était l'une des raisons pour lesquelles les femmes hésitaient à témoigner. La Rapporteuse spéciale considère qu'il convient de procéder, en collaboration avec les organisations non gouvernementales qui travaillent avec les victimes, à un véritable réexamen du dispositif de protection des victimes et des témoins de façon à élaborer des stratégies qui permettent de mettre davantage en confiance les femmes.

57. A cet égard, il y a lieu de se féliciter de la création de l'équipe chargée des agressions sexuelles au sein du Groupe, et la nomination d'une conseillère pour les questions féminines au Greffe du Tribunal à Arusha est aussi un pas dans la bonne direction. La Rapporteuse spéciale a noté que ladite Conseillère, qui est en poste seulement depuis quelques mois, était très enthousiaste et ses plans provisoires comprenaient non seulement l'élaboration d'un programme de consultations mais aussi des projets visant à renforcer les moyens économiques dont disposaient les femmes concernées. La Rapporteuse spéciale considère toutefois que de telles fonctions pourraient être plus utiles à Kigali en ce sens qu'elles permettraient d'établir des liens plus étroits avec les victimes et les témoins.

58. En dépit des graves menaces qui pèsent sur les femmes victimes d'actes de violence et les femmes témoins, le Tribunal pénal international pour le Rwanda n'a pas véritablement établi de modalités pour les dépositions incognito prévues à l'article 75 de son Règlement de procédure (ITR/3/Rev.1). La première victime d'actes de violence sexuelle, "JJ" a témoigné en octobre 1997 au moment de la mission de la Rapporteuse spéciale. La Rapporteuse spéciale a pu noter que même si son nom et son identité n'avaient pas été révélés au public, ils n'avaient pas été cachés à l'accusé. Le témoin aurait dit aux membres du Tribunal que ce dernier aurait eu des gestes de mépris à son égard au cours du procès. C'est pour cette raison que les spécialistes du droit affirment que dans certaines circonstances, il est nécessaire de cacher au défenseur l'identité de la victime. Le Tribunal devrait tenir compte de telles considérations ou peut-être siéger à huis clos en faisant appel à des appareils qui déforment l'image ou la voix comme stipulé à l'article 75 de son Règlement de procédure ¹⁴.

59. Pour ce qui est des modalités d'établissement des faits, la Rapporteuse spéciale se félicite de l'article 96 du Règlement de procédure et de preuve du Tribunal intitulé "Administration des preuves en matière de violence sexuelle" qui stipule ce qui suit :

En cas de violences sexuelles :

- i) la corroboration du témoignage de la victime par des témoins n'est pas requise;
- ii) le consentement ne pourra être utilisé comme moyen de défense lorsque la victime :
 - a) a été soumise à des actes de violence ou si elle a été contrainte, détenue ou soumise à des pressions psychologiques ou si elle craignait de les subir ou était menacée de tels actes, ou
 - b) a estimé raisonnablement que, si elle ne se soumettait pas, une autre pourrait subir de tels actes, en être menacée ou contrainte par la peur;
- iii) avant que les preuves du consentement de la victime ne soient admises, l'accusé doit démontrer à la Chambre de première instance siégeant à huis clos que les moyens de preuve produits sont pertinents et crédibles;
- iv) le comportement sexuel antérieur de la victime ne peut être invoqué comme moyen de défense.

60. Ces dispositions, qui correspondent à celles qui figurent dans le Règlement de procédure et de preuve du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, constituent une précieuse contribution à la jurisprudence internationale et devraient servir de modèle pour les lois nationales sur les agressions sexuelles.

61. L'administration du Tribunal international pour le Rwanda pose d'importants et difficiles problèmes. Le 12 février 1997, le Bureau des services de contrôle interne de l'ONU a publié un rapport très critique à l'égard de l'administration et de la gestion du Tribunal (A/51/789, annexe), d'où il ressortait qu'"aucun secteur administratif du Greffe ... ne fonctionnait efficacement" (par. 9). Critiquant les procédures de comptabilité et de gestion employées, le Bureau a affirmé qu'il n'avait pas été tenu compte des règles des Nations Unies en matière d'achats et que certains fonctionnaires occupaient des postes pour lesquels ils n'avaient pas les qualifications requises. Il a aussi sévèrement blâmé le Bureau du procureur à Kigali, affirmant que l'on y constatait une grave crise dans l'encadrement, une absence de motivation et une inefficacité marquée. Il a souligné qu'il y avait pénurie de pénalistes expérimentés et que les procureurs ne suivaient aucune stratégie particulière dans leurs poursuites.

62. Depuis ce rapport accablant, un nouveau greffier a été nommé à Arusha et un nouveau procureur suppléant à Kigali. La Rapporteuse spéciale considère que ces deux personnalités ont apporté d'importants changements. Cela étant,

elles ont toutes deux laissé entendre que l'ONU ne prêtait pas au tribunal son entier concours, comme en témoignait la grave pénurie de personnel administratif et juridique qualifié dont souffraient tant le Bureau du greffier que celui du procureur. La Rapporteuse spéciale est d'avis que, compte tenu de ce qu'Arusha et Kigali sont des lieux d'affectation à difficultés d'existence, il conviendrait de consentir certains avantages afin d'y attirer du personnel qualifié. Il semble que d'autres organismes des Nations Unies, par exemple le PNUD, ont des programmes à cet effet. Doit-on s'étonner que si les fonctionnaires qualifiés acceptent d'être affectés à Arusha et à Kigali au titre de missions, il ne soit même pas question pour eux d'envisager une affectation à long terme à ces postes ? Ce sont là des considérations importantes auxquelles la communauté internationale doit prêter la plus grande attention.

63. Le Greffier du Tribunal a déclaré que les ressources financières étaient suffisantes mais que l'administration précédente avait mal géré les fonds et que la corruption et l'incompétence, que le Bureau des services de contrôle interne affirmait avoir constatées, avaient bien fait du tort au système. La Rapporteuse spéciale a noté en outre que, malgré des améliorations récentes, l'infrastructure des communications à Arusha n'était guère fiable : il n'existait que deux lignes téléphoniques, les services de courrier électronique et l'accès à Internet venaient tout juste d'être installés. Il fallait mettre en place d'urgence une infrastructure de télécommunications qui permette au Tribunal de fonctionner d'une manière moderne et professionnelle.

64. La Rapporteuse spéciale a noté également que le personnel administratif faisait constamment des comparaisons entre le Tribunal criminel international pour l'ex-Yougoslavie et le Tribunal international pour le Rwanda, et que pour beaucoup, ce dernier ne recevait pas l'attention qu'il méritait. Il convient de souligner toutefois que le seul fait que ce tribunal soit sis à Arusha et non à La Haye entraîne naturellement une différence dans la fourniture des structures d'appui et le recrutement de personnel qualifié. Malgré cela, il faut faire davantage pour aider l'administration du Tribunal si l'on veut qu'il s'acquitte de son mandat efficacement.

65. Le Gouvernement rwandais et de nombreuses victimes du génocide éprouvent un certain désenchantement à l'égard du Tribunal. En 1996, trois enquêteurs du Tribunal ont été battus à Kigali et le Procureur Louise Arbour a été accueillie par des manifestants lors de sa visite dans cette ville en mai 1997 ¹⁵. Les déceptions suscitées par le fonctionnement du Tribunal en ont amoindri la crédibilité aux yeux de nombreux Rwandais en mal de justice. Ceci a été réaffirmé au Rapporteur spécial à maintes reprises par des organisations non gouvernementales et des victimes. La Rapporteuse spéciale espère que les modifications déjà apportées par le Tribunal, la nomination d'un nouveau procureur suppléant et d'un nouveau greffier ainsi que l'institution d'un groupe de liaison témoins/victimes permettront au Tribunal d'améliorer de façon significative la conduite de ses travaux.

66. La Rapporteuse spéciale, au cours de sa mission, a également rendu visite à certains des juges servant au Tribunal. Ceux-ci semblaient extrêmement intéressés par la question de la violence sexuelle mais ont souligné que peu d'affaires de ce genre avaient été portées devant eux par

le ministère public. Il a aussi été noté que, parmi les juristes qui assistaient les juges, il n'y avait aucun spécialiste de la violence sexuelle. Il semble que la cause de l'examen de la violence sexuelle par le Tribunal soit dans l'impasse. Tout d'abord, on constate une pénurie générale de spécialistes compétents dans toutes les affaires portées devant le Tribunal. Ensuite, aucun des juristes - que ce soit à Arusha ou à Kigali - qui sont chargés d'engager des poursuites et d'aider à rédiger des jugements n'a de connaissances particulières dans le domaine de la violence sexuelle. Il s'ensuit que très peu d'affaires sont en fait instruites. Il faut espérer que la création d'une équipe spéciale sur la violence sexuelle au sein du Bureau du procureur aura quelque effet. La Rapporteuse spéciale propose aussi de faire en sorte que l'un au moins des assistants affectés aux chambres ait une expérience des questions concernant la violence sexuelle.

B. Les procès nationaux

67. En août 1996, l'Assemblée nationale du Rwanda a adopté une loi portant création de juridictions spéciales ayant compétence exclusive de première instance pour juger les personnes accusées de génocide. En vertu de la loi sur le génocide, la "torture sexuelle" est qualifiée de crime de première catégorie. Ces crimes entraînent obligatoirement la peine de mort. La loi sur le génocide permet aussi de considérer les aveux comme recevables dans le cadre d'une disposition controversée autorisant les négociations avec le juge ¹⁶. La révision judiciaire ne peut porter que sur des points de droit et des erreurs flagrantes de fait. La loi sur le génocide soulève de troublantes questions en matière de droits de l'homme : l'application de la peine de mort, les voies de recours limitées et les dispositions rétroactives créent l'impression d'une législation sévère, sinon draconienne.

68. Dans ce cadre juridique, aucune affaire de violence sexuelle n'a été portée devant les tribunaux. Lorsque la Rapporteuse spéciale a demandé au Procureur et au Ministre de la justice quelle en était la raison, la réponse a été une fois de plus que les Rwandaises ne se manifestaient pas pour des raisons culturelles. C'était une opinion répandue parmi les procureurs et enquêteurs masculins. Toutefois, la Rapporteuse spéciale a constaté que les femmes s'exprimaient assez facilement si elles trouvaient une oreille compatissante. Elles se confient aussi librement à d'autres femmes.

69. Le Ministère de la justice est le principal organe qui s'occupe des procès nationaux pour génocide. Dans le système rwandais, procureurs et juges sont considérés comme des magistrats relevant du Ministre de la justice. (Les Accords d'Arusha avaient préconisé qu'un haut conseil judiciaire, indépendant de l'exécutif, choisisse et nomme les juges.) Si les affaires de violence sexuelle ne sont pas instruites, c'est donc au Ministère de la justice d'expliquer pourquoi. Dans son dialogue avec la Rapporteuse spéciale, le Ministre de la justice a été très franc. Il a fait valoir qu'à la suite du génocide, l'infrastructure judiciaire du pays était en pleine désorganisation. La principale priorité du Gouvernement a donc été de recruter et de former des individus qui puissent exercer les fonctions de juge et d'avocat. Aucune autre question ne peut être abordée tant que cette infrastructure n'est pas mise en place.

70. Il a été constaté dans un rapport de l'ONU qu'en mai 1996, une petite minorité seulement des 258 juges et procureurs rwandais avaient une formation juridique et que ceux qui avaient été choisis n'avaient reçu que quatre mois de formation. Outre qu'il ne dispose pas de personnel, le Ministère de la justice manque de ressources. Il est absolument nécessaire de remettre en état les prétoires, de fournir une assistance matérielle aux enquêteurs, de reconstituer une bibliothèque afin de remplacer les recueils de loi détruits au cours du génocide et de former du personnel. Certains pays donateurs ont fait des propositions d'aide en la matière, mais le Gouvernement rwandais considère toujours la mise en place des infrastructures comme sa priorité absolue. Le Ministre a promis que son ministère mettrait au point à terme un programme spécial sur la violence sexuelle, grâce auquel des femmes suivraient une formation d'enquêteur, et il a affirmé que les premiers pas dans cette direction avaient déjà été faits.

71. Les premiers procès organisés par les tribunaux rwandais ont eu quelques résultats troublants. Le procès de Deogratias Bizimana et d'Egide Gatanzani en est un exemple. Les accusés n'ont pas eu d'avocat et semblaient ignorer qu'ils avaient le droit d'être assistés par un conseil. Ils n'ont présenté aucun témoin à décharge, et ils ne semblaient pas connaître les procédures judiciaires. Les participants n'ont pas été autorisés à parler dans la langue de leur choix, la salle d'audience manquait de solennité et les accusés ont été hués et conspués par la foule tout au long du procès. Celui-ci a duré environ quatre heures, et les accusés ont été condamnés à mort.

72. De l'avis de la Rapporteuse spéciale, l'obstacle le plus important à un procès équitable est la pénurie d'avocats de la défense. Il semble que l'organisation non gouvernementale Avocats sans frontières a fourni une assistance dans certains cas mais, étant donné le nombre important d'affaires pendantes, ce ne peut être qu'une solution à court terme ¹⁷. Si l'on veut que justice soit faite dans les tribunaux nationaux, la formation d'avocats de la défense devrait être une priorité absolue. Le barreau rwandais n'a été créé qu'au second semestre de 1997 et ne compte à l'heure actuelle qu'un petit nombre de membres. C'est néanmoins un début, et une vaste campagne d'information sur les droits reconnus par la loi et sur la nécessité pour les jeunes de suivre une formation de juriste pourra s'avérer indispensable si l'on veut créer un barreau dynamique. Dans l'intervalle, la justice des tribunaux nationaux sera en butte aux soupçons et l'on court le risque de voir les procès condamnés dans l'opinion pour avoir violé les normes internationales concernant les droits de la défense.

IV. SITUATION ACTUELLE DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES

A. Généralités

73. Comme on l'a mentionné plus haut, de nombreux chercheurs et militants soutiennent que c'est à cause de la culture et de la tradition rwandaises profondément enracinées, de la basse condition de la femme dans la société et d'un grand souci de protéger leur vie privée que les femmes victimes de violences manifestent beaucoup de réticence à dévoiler les événements traumatiques qu'elles ont subis. Ce n'est que tout récemment, trois ans après le génocide, et se rendant compte que leurs témoignages sont nécessaires pour que justice soit faite, que les femmes rwandaises ont commencé à raconter leur histoire.

74. Outre les stigmates sociaux dont souffrent les victimes de viol ou de violence sexuelle, beaucoup de femmes présentent des cicatrices physiques, des infirmités et des problèmes de santé chroniques, notamment l'infection à VIH/SIDA. Le Ministère de l'intérieur, du développement communautaire et de la réinstallation a tenté de surmonter ces obstacles en essayant de convaincre les autorités locales, au moyen de campagnes d'information et de sensibilisation menées dans le cadre du processus de réconciliation, de faire participer activement les femmes à la reconstruction de la société en les incluant dans des projets d'activités génératrices de revenus. Un autre projet du Ministère concernant les besoins de logement consiste à construire des maisons selon un nouveau système communautaire sur des terres partagées, appelé "habitat regroupé"; il vise tout spécialement les enfants et les femmes chargées de famille. La Rapporteuse spéciale a noté que des doutes avaient été exprimés en ce qui concerne ce mode de vie novateur, qui est contraire à la culture rwandaise dans laquelle chaque maison doit avoir son propre terrain. Le Ministre du commerce, pour sa part, aide les survivantes à entrer dans des coopératives afin de devenir autonomes sur le plan financier.

75. L'un des principaux obstacles à l'émancipation économique et sociale des femmes est que, tout particulièrement dans les zones urbaines, les femmes devenues veuves à cause du génocide ne possèdent que la maison et les biens de leur mari défunt, qui sont revendiqués par la famille de ce dernier. La Rapporteuse spéciale a noté que le Ministère de l'intérieur, en coopération avec le PNUD, avait achevé la construction d'une centaine de nouvelles maisons à l'intention de survivantes, mais que seules celles qui peuvent en acquitter le prix, soit 8 000 dollars des Etats-Unis environ, sont en droit de les occuper. Cela laisse de côté la plupart des femmes, surtout si l'on considère que celles qui sont devenues veuves par suite du génocide ne reçoivent qu'une pension de 100 dollars des Etats-Unis du Gouvernement.

B. Etat médical et psychologique

76. Dans des entretiens avec le Directeur du programme sanitaire de la Clinique de traumatologie de Butare, la Rapporteuse spéciale a pu se faire une idée de l'état psychologique et mental général des survivantes du génocide, trois ans plus tard. La méthode utilisée à la Clinique de traumatologie pour aider les survivants est axée sur la communauté, dans l'objectif de créer une chaîne de soutien à l'intérieur de celle-ci. Par ailleurs, on met beaucoup l'accent sur la thérapie de groupe.

77. Il a été souligné que la caractéristique exceptionnelle de la période suivant le conflit est que chacun, sans distinction de race, d'appartenance ethnique ou de sexe, souffre des conséquences du génocide et est habité par l'insécurité et des soupçons mutuels. Cela fait naître à son tour la peur - la peur d'être tué, de se retrouver face à face avec ses persécuteurs et la crainte des représailles. Cette peur, en particulier chez les femmes, conduit à une profonde dépression dont les symptômes sont divers : tristesse, manque d'énergie et de courage, sentiment d'inutilité et projets de suicide, notamment. Parmi les manifestations psychosomatiques figurent les maux d'estomac chroniques, les palpitations, la nausée, l'insomnie et l'anorexie. Les femmes victimes de violence sexuelle sont également susceptibles de réagir en manifestant une inappétence sexuelle ou, à l'autre extrême, en se livrant à l'abus des drogues et à la promiscuité. En tout état de cause, c'est peut-être

le sentiment de perte d'identité qui est le problème psychologique le plus difficile à surmonter. Il a été expliqué que les femmes en particulier ont des difficultés à faire face à ce problème, aggravé par leur basse condition sociale et la discrimination dont elles font l'objet.

78. La répression de leur sentiment de haine est une autre conséquence du génocide à laquelle les survivantes doivent faire face. Le désir de vengeance, qui ne peut être exprimé ni assouvi compte tenu de l'effort national de réconciliation, se transforme en colère, parfois contre soi-même, donnant naissance à un sentiment de culpabilité, qui tourne ensuite à la dépression. Il a été souligné que la situation des femmes dans la période suivant le conflit est particulièrement difficile, tout d'abord à cause de la grande responsabilité que la plupart d'entre elles ont à l'égard d'autres survivants, par exemple leurs enfants et leurs parents, et ensuite parce que la charge des blessures causées par le génocide est principalement supportée par les femmes, dont la plupart ont été violées ou humiliées sexuellement et doivent vivre avec ces souvenirs traumatisants. On estime que sept à huit femmes survivantes sur dix présentent des cicatrices ou des blessures physiques ou encore souffrent de problèmes de santé d'ordre physique ou psychologique. On a raconté à la Rapporteuse spéciale l'histoire d'une femme qui avait été obligée de marcher nue sur 30 km et qui se sent toujours humiliée chaque fois qu'elle croise des gens qui l'ont vue dans cette situation.

79. Les séquelles psychologiques et médicales dont souffrent les femmes victimes de violence sexuelle ont de profondes incidences sur leur confiance en soi et leur amour propre. Beaucoup de survivantes, dont certaines ont été interrogées par la Rapporteuse spéciale, ont subi des mutilations sexuelles : seins coupés, acide répandu sur leurs parties génitales ou système reproducteur définitivement endommagé par suite de l'introduction forcée de gros objets dans leur vagin ou du seul fait du nombre élevé de viols qu'elles ont subis. La Rapporteuse spéciale a pu observer d'autres dommages corporels : des femmes à l'estomac gonflé, d'autres dont la tête était inclinée en permanence des suites de coups de machette qui n'étaient pas parvenus à la couper, d'autres encore auxquelles des membres manquaient. Toutes ces infirmités et blessures externes font douter les femmes de leur féminité - quand elles ne vont pas jusqu'à la rejeter purement et simplement - et sont la cause de problèmes psychologiques très graves.

80. D'autres femmes avec lesquelles la Rapporteuse spéciale s'est entretenue ont déclaré que les blessures physiques n'étaient rien à côté des expériences traumatiques qu'elles avaient dû subir, par exemple enterrer leur propre enfant vivant, faire passer un nouveau-né dans les toilettes en tirant la chasse d'eau ou avoir des rapports sexuels avec leur propre fils. Les médecins ont également souligné que le fait d'enfermer des victimes dans de petites pièces sombres, des placards ou des toilettes pendant de longues périodes causait de graves troubles psychologiques.

81. Devant les incroyables traumatismes psychologiques dont souffrent ces femmes et compte tenu que les Rwandaises commencent lentement à en parler, la Rapporteuse spéciale prie instamment toutes les institutions des Nations Unies présentes au Rwanda de lancer et de financer des programmes visant la réadaptation psychologique et sociale des femmes victimes de violences. Dans le même temps, la Rapporteuse spéciale tient à bien marquer qu'il est

essentiel de travailler dans une optique d'émancipation et d'autonomie à long terme des femmes pour éviter qu'elles ne finissent par dépendre en permanence de cet appui.

82. En 1996, le Ministère de la santé, en coopération avec le Ministère de la famille et des affaires sociales, et avec le soutien financier de l'Organisation mondiale de la santé et du Gouvernement italien, a lancé un projet sanitaire de grande envergure doté d'un budget de 295 000 dollars E.-U., après que l'on eut constaté que les femmes et les filles avaient le plus souffert au cours du génocide d'avoir été victimes de violence sexuelle, d'attentats à la pudeur et de viols. Les objectifs du projet sont les suivants :

- a) Améliorer l'accès des femmes victimes aux services médicaux;
- b) Créer des réseaux nationaux de femmes victimes de violences;
- c) Augmenter la capacité technique du personnel sanitaire;
- d) Encourager les femmes à utiliser les services de santé mis à leur disposition;
- e) Collecter des fonds en faveur des femmes victimes de violences;
- f) Augmenter les quantités de matériel médical et de médicaments disponibles, tout particulièrement en faveur des femmes victimes de violences.

83. Pour réaliser ces objectifs, un certain nombre d'activités concrètes avaient déjà été entreprises dans le cadre du projet, par exemple un séminaire de formation de formateurs à l'intention des fournisseurs de services de santé (en février 1997), la diffusion d'informations sur la violence exercée à l'encontre des femmes par le biais d'émissions de radio, d'articles de presse et d'interviews; enfin, des collectes de fonds en vue de l'achat de fournitures médicales. Ce projet est bien avancé et si les médecins avec lesquels la Rapporteuse spéciale s'est entretenue se sont montrés enthousiastes quant à ses perspectives de développement, ils se sont également déclarés déçus par l'intervention tardive de la communauté internationale après le conflit. On a fait remarquer que l'Organisation mondiale de la santé aurait dû avoir lancé un tel projet au Rwanda trois ans plus tôt.

84. En coopération avec l'OMS, le Ministère de la santé gère également le Centre national de traumatologie de Kigali, créé en 1995, qui offre aux survivants du génocide un programme de réadaptation mentale et sociale intégrée, fondé sur les principes de santé publique. Par le truchement de son personnel national et international, le Centre de traumatologie fournit une assistance sociopsychologique et possède des antennes mobiles dans toutes les préfectures; dans ses programmes sociaux, il est appuyé par le Ministère de la famille et des affaires sociales. Le Ministère de la santé parraine également un centre de soutien psychosocial des personnes atteintes d'infection à VIH/SIDA où l'on offre gratuitement des tests de dépistage et une aide sociopsychologique, et où le droit à la protection de la vie privée est respecté. La Rapporteuse spéciale a été informée qu'environ 25 à 30 % de la population de Kigali sont porteurs du VIH, chiffre qui ne semblait pas avoir

changé considérablement après le génocide. A la campagne, cependant, on a observé une certaine augmentation des infections à VIH après 1994. La Rapporteuse spéciale est profondément préoccupée par la pénurie de médicaments destinés aux personnes atteintes du VIH/SIDA, en particulier les survivantes qui ont été infectées à la suite de viols et de violence sexuelle au cours du conflit. Toutes les victimes séropositives que la Rapporteuse spéciale a interrogées ont déclaré qu'elles n'avaient pas assez d'argent pour acheter des médicaments contre les symptômes associés à l'infection à VIH.

85. Au cours de ses entretiens avec le Ministre de la santé, la Rapporteuse spéciale a appris avec consternation qu'il n'y avait que 170 médecins environ (dont 125 exerçaient dans des hôpitaux publics et seulement 30 étaient des femmes) et 5 gynécologues seulement dans tout le pays. La plupart des 34 hôpitaux et des 300 dispensaires du Rwanda sont gérés par des infirmières polyvalentes et des accoucheuses traditionnelles. La Rapporteuse spéciale considère l'absence de gynécologues comme un problème particulièrement grave compte tenu des nombreuses conséquences médicales touchant les femmes victimes de violences dans la période postérieure au conflit.

86. Au cours de sa visite à l'hôpital central de Kigali, la Rapporteuse spéciale a noté qu'il n'existait aucune statistique sur la situation médicale des femmes victimes de violences après le génocide et que la plupart des interventions médicales et des soins médicaux ne sont entrepris qu'au cas par cas, sans suivi systématique. La rareté des hôpitaux et la pénurie de spécialistes médicaux au Rwanda sont aggravées par le fait que les soins ne sont pas entièrement gratuits. En conséquence, ce sont des hôpitaux gérés par des missionnaires et non des hôpitaux publics qui traitent plus de 60 % de la population rwandaise. Eu égard à cela, le Directeur de l'hôpital central de Kigali a lancé un appel pressant pour que des programmes d'assurance médicale soient mis sur pied au niveau de la communauté par des associations de femmes et le Ministère de la famille et des affaires sociales et qu'une étude nationale de l'état sanitaire après le génocide soit effectuée pour déterminer les besoins à satisfaire en priorité. Dans ses entretiens avec les médecins, la Rapporteuse spéciale a été quelque peu troublée par le fait que l'on ne mesurait pas comme il convenait la gravité des problèmes gynécologiques dont souffrent les femmes victimes de violence sexuelle après le génocide, surtout par rapport à d'autres dommages physiques et psychologiques.

V. LES FEMMES DANS LES PRISONS ET CENTRES DE DETENTION

"Il pleuvait à verse et la porte menant au cachot des femmes, une porte étroite isolée parmi de nombreuses autres, percées dans le mur d'une longue rangée de maisons de torchis collées les unes aux autres, était à peine visible. Alors que nous progressions dans l'obscurité totale, j'ai failli trébucher sur les jambes, les bras et les corps de femmes accroupies ensemble, si étroitement pressées les unes contre les autres à même la terre humide qu'elles n'avaient plus de place pour se mettre debout. Mes yeux s'accoutumèrent lentement à l'obscurité permanente et je vis ces femmes, qui vivaient avec leurs enfants dans une pièce de 5 mètres sur 8 tout au plus, sans fenêtre ni lumière. L'odeur de l'humidité se mêlait à la puanteur insupportable de l'urine, de la sueur, des vêtements sales et de la chaleur des corps.

Je pensais que j'allais suffoquer alors que les prisonnières commençaient à se rassembler lentement autour de nous, abandonnant les paniers qu'elles tressaient pour passer le temps. Beaucoup d'entre elles vivaient depuis près de deux ans dans cet état de surpeuplement incroyable et ces conditions sanitaires atroces. Une fois que l'interprète eut expliqué le but de notre visite, les prisonnières commencèrent à parler et à crier en même temps : elles n'avaient plus reçu de savon depuis un certain temps ni de serviettes hygiéniques depuis des mois; on leur interdisait de sortir du cachot sauf pour aller aux toilettes accompagnées d'un gardien masculin; elles devaient se laver dans un coin de la petite cellule, délimité par une simple serviette, avec de l'eau de pluie; elles ne faisaient qu'un seul repas par jour, qui parfois n'était pas servi, et devaient recueillir l'eau de pluie qui suintait à travers les trous du toit ou la bouche d'aération pour étancher leur soif. Elles nous ont aussi demandé ce que nous allions faire pour elles" ¹⁸.

87. Le génocide au Rwanda se caractérise tristement par un nouveau phénomène jamais observé encore dans l'histoire des conflits armés, à savoir la participation massive de femmes à la perpétration des violences. Les survivants témoignent que non seulement les femmes ont pris part aux violences et aux combats en général au cours du conflit, mais encore elles ont participé activement à la commission de violences contre d'autres femmes, y compris d'actes de violence sexuelle. La Rapporteuse spéciale considère qu'il s'agit d'un fait nouveau très troublant auquel il faudrait accorder l'attention voulue afin qu'il ne se répète pas.

88. Compte tenu du nombre de femmes qui ont participé au génocide et qui sont en conséquence détenues dans des prisons et centres de détention en attendant leur jugement, la Rapporteuse spéciale a décidé d'étudier aussi au cours de sa mission au Rwanda la situation des femmes placées en détention provisoire. A cette fin, elle a visité les prisons centrales de Kigali et Butare, ainsi qu'un cachot, ou centre de détention, de Taba, et a assisté à des réunions d'information organisées sur la question par des spécialistes de la détention attachés à l'Opération sur le terrain pour les droits de l'homme au Rwanda.

89. Selon les données fournies par l'Opération, 126 216 personnes sont actuellement détenues au Rwanda, la grande majorité étant inculpée de crimes visés par la loi sur le génocide. Dans les 19 prisons centrales du Rwanda, 2 687 personnes détenues sur un total de 77 349 (soit 3,7 %) sont des femmes. L'Opération a également recensé dans le pays 158 cachots ou centres de détention relevant des brigades de gendarmerie, où environ 3,4 % des détenus sont des femmes (1 585 femmes sur 48 867 détenus).

90. Lorsque la Rapporteuse spéciale s'est rendue dans la prison centrale de Butare, il s'y trouvait 240 femmes et 17 enfants sur un total de 6 364 détenus. Beaucoup de ces derniers, hommes et femmes, avaient passé jusqu'à trois ans en détention, dans des conditions inférieures aux normes exigées, et pour la plupart sans qu'aucun chef d'accusation ne leur ait été signifié. Les femmes étaient incarcérées avec leurs enfants dans une aile séparée de la prison. Le Directeur a expliqué à la Rapporteuse spéciale que la prison de Butare offrait des conditions de vie relativement bonnes aux

détenues puisqu'elles avaient chacune un endroit où se coucher et ne devaient pas dormir par roulement comme dans de nombreuses prisons surpeuplées du pays. La Rapporteuse spéciale a aussi été informée qu'au total, 30 femmes travaillaient hors de l'enceinte de la prison dans la journée, mais qu'aucune autre activité professionnelle n'était proposée aux détenus. Il a par ailleurs été signalé que les détenus avaient l'autorisation de sortir une seule fois par semaine pendant cinq à six minutes dans la cour de la prison.

91. La Rapporteuse spéciale s'est déclarée tout particulièrement préoccupée par les conditions sanitaires dans lesquelles vivaient les femmes et leurs enfants et d'une manière générale par la cohabitation d'enfants et de femmes dans une zone déjà surpeuplée. On l'a informée que ni les pouvoirs publics ni les autorités sanitaires locales ne contrôlaient la situation sanitaire et que les fournitures de savon et de serviettes hygiéniques étaient irrégulières. Ces faits contredisaient les informations fournies par le Ministre de la santé, qui avait déclaré que les directeurs régionaux du Ministère, dans chaque préfecture, avaient été priés de nommer un médecin responsable des prisons chargé de surveiller les conditions sanitaires dans les prisons et centres de détention. Dans le même temps, eu égard à l'extrême pénurie de spécialistes médicaux au Rwanda, la Rapporteuse spéciale n'est guère surprise que de telles directives soient inapplicables. En outre, la Rapporteuse spéciale a découvert avec un certain étonnement qu'environ 60 à 70 malades mentaux étaient détenus dans les mêmes quartiers que d'autres prisonniers, sans aucune attention médicale particulière et nonobstant le fait que, conformément aux normes internationales, les personnes souffrant d'aliénation mentale ne peuvent être détenues dans des prisons et doivent être transférées dans des établissements psychiatriques.

92. Dans la prison centrale de Kigali, d'une capacité de 2 000 détenus, il y avait 576 femmes sur un total de 6 454 détenus. Sur ces 576 détenues, 572 avaient été accusées d'un crime visé par la loi sur le génocide et étaient en instance de jugement, tandis que trois autres avaient été condamnées (la dernière avait été arrêtée pour une infraction de droit commun). A côté des conditions prévalant dans les autres prisons et centres de détention que la Rapporteuse spéciale a visités, la situation des détenues de la prison centrale de Kigali était relativement supportable. Bien que les détenus aient librement accès à une cour située dans leur propre quartier, il n'y avait pas assez de lits superposés pour tout le monde, si bien que des lits de fortune avaient été installés sur les planchers. Des services de médecine générale et d'assistance sociale étaient offerts aux détenues, mais elles ne pouvaient pas consulter de gynécologue. Les spécialistes de la détention de l'Opération ont également fait savoir que des femmes accouchaient parfois en prison sans aucune assistance médicale. La Rapporteuse spéciale a noté avec préoccupation qu'apparemment le CICR avait arrêté de livrer des serviettes hygiéniques un mois avant sa visite et qu'aucune mesure n'avait été prise à cet égard. Les considérations hygiéniques sont extrêmement importantes dans des espaces confinés où de nombreuses femmes vivent ensemble avec leurs enfants et où il importe d'éviter la propagation des infections et maladies.

93. La Rapporteuse spéciale a jugé encourageant de constater que tous les gardes de la section féminine étaient des femmes et que des activités professionnelles, par exemple des classes de couture, étaient proposées aux détenues de la prison de Kigali. Aucun incident de violence sexuelle ou

physique n'a été signalé dans le quartier des femmes. La Rapporteuse spéciale est cependant préoccupée par le fait que toutes les détenues qu'elle a interrogées ont fait état de violences physiques et sexuelles généralisées et systématiques dans les cachots d'où elles avaient été transférées vers la prison centrale de Kigali. Ces observations ont été confirmées par les spécialistes de la détention affectés à l'Opération, qui ont évoqué les violences et les harcèlements sexuels dont les femmes étaient victimes de la part de responsables de l'application des lois au cours de leur arrestation et de leur détention dans les cachots.

94. Les conditions de détention et le fonctionnement des prisons et des centres de détention sont régis par l'ordonnance No 111/127 du 30 mai 1961 sur le service pénitentiaire, qui énonce clairement les règles selon lesquelles des personnes peuvent être incarcérées légalement et les modalités d'enregistrement des détenus au moment de leur incarcération. D'après les informations rassemblées par l'Opération, environ 65 % de tous les détenus ont un dossier, mais cela ne veut pas dire nécessairement qu'ils ont été inculpés légalement. Il s'ensuit que plus de 35 % de la population carcérale du Rwanda se trouvent en prison sans raison valable. L'une des premières préoccupations devrait donc être, outre d'améliorer les conditions de vie dans les prisons, de veiller à ce que tous les prisonniers soient inculpés dans les formes d'une infraction sur la base d'éléments probants et que ceux contre lesquels l'on ne peut relever de charges soient relaxés sans condition. La nécessité de prendre d'urgence des mesures pour corriger cette situation a été reconnue par le Ministre de la justice dans ses entretiens avec la Rapporteuse spéciale.

95. Selon le chapitre VI.C du règlement mentionné plus haut, tous les prisonniers détenus dans des cachots ou cellules collectives ont droit à deux sorties ou deux séances d'exercice physique de 30 minutes par jour dans l'enceinte de la prison. La Rapporteuse spéciale a cependant appris avec surprise que non seulement ces règles n'étaient nullement respectées mais encore que certains des directeurs de prison avec lesquels elle s'est entretenue en ignoraient même l'existence.

96. Compte tenu des observations qui précèdent, la Rapporteuse spéciale tient à rappeler brièvement les directives internationalement reconnues régissant les conditions de vie des personnes détenues, qui figurent notamment dans l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, les Principes fondamentaux relatifs au traitement des détenus et l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement. En l'occurrence, il ressort à l'évidence des brèves visites qu'a pu effectuer la Rapporteuse spéciale dans les prisons et centres de détention de Butare, Taba et Kigali que toutes les normes reconnues au plan international sont violées sur toute la ligne. Certes, la Rapporteuse spéciale reconnaît que le respect de certaines dispositions des normes acceptées au plan international en ce qui concerne le traitement des détenus peut s'avérer impossible et ne changera pas grand chose eu égard à la destruction complète de la structure administrative du système judiciaire du pays, mais elle presse instamment le Gouvernement rwandais de veiller à ce qu'au moins certains principes fondamentaux soient observés, notamment les suivants :

a) Tous les prisonniers doivent être enregistrés dans les formes à leur arrivée en prison;

b) Chaque prisonnier doit disposer d'un espace individuel pour dormir;

c) Les établissements pénitentiaires doivent être dotés d'installations sanitaires, de bains et de douches en nombre suffisant et propres;

d) Des articles de toilette, notamment du savon, de la pâte dentifrice et des serviettes hygiéniques doivent être fournis régulièrement;

e) L'eau potable doit être accessible en tout temps;

f) Les détenus doivent avoir accès quotidiennement à l'air libre pendant au moins une heure;

g) Les détenus doivent avoir accès régulièrement aux services de médecins spécialistes, notamment de gynécologues;

h) Des soins médicaux appropriés doivent être fournis si nécessaire.

97. Les conditions de vie repoussantes des détenus rwandais ne peuvent être ignorées, ni par le Gouvernement rwandais, ni par la communauté internationale. La Rapporteuse spéciale prie instamment tous les acteurs concernés d'aider le Gouvernement rwandais dans ses efforts pour réaliser l'humanisation du régime pénitentiaire.

VI. OPERATIONS ET ORGANISATIONS DES NATIONS UNIES AU RWANDA

98. Au cours de sa mission au Rwanda, la Rapporteuse spéciale a été invitée à participer à la réunion hebdomadaire des chefs des opérations et organisations des Nations Unies, en vue d'informer les organisations présentes sur l'objectif de sa mission et de s'informer elle-même sur les initiatives lancées par les Nations Unies ayant un rapport avec son mandat. La Rapporteuse spéciale a été plutôt déçue de constater un manque de concertation dans les stratégies et/ou programmes des Nations Unies visant à s'opposer aux violences contre les femmes au Rwanda. Elle a admis que certaines organisations avaient des projets ciblés sur les besoins fondamentaux des femmes, mais regretté l'absence incompréhensible de tout programme de soutien aux femmes victimes de violences dans quelque organisation ou opération des Nations Unies au Rwanda que ce soit.

99. La Rapporteuse spéciale a été informée de l'existence d'un groupe thématique interorganisations sur les femmes et la parité entre les sexes et note avec plaisir que depuis sa mission au Rwanda, après les entretiens qu'elle a eus avec des représentants du PNUD et de l'Opération en particulier, le Groupe thématique interorganisations a prévu quelques activités concernant le problème du respect des droits individuels des femmes, victimes de violences notamment. Il a été proposé que l'Opération sur le terrain pour les droits de l'homme au Rwanda, l'UNICEF, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), le PNUD et le HCR, en coopération avec

le Ministère de la famille et des affaires sociales, entreprennent des activités de plaidoyer et de formation pour promouvoir les droits des femmes et des enfants, forment les dirigeantes des associations féminines et sensibilisent les collectivités au statut juridique des femmes ainsi qu'au respect et à la reconnaissance de la participation des femmes aux activités économiques et sociales. L'Opération propose aussi d'organiser à Kigali, Butare et Kibungo un atelier de sensibilisation à la parité entre les sexes à l'intention des responsables de l'application des lois, axé en particulier sur la nécessité de considérer la violence contre les femmes comme une violation du droit international relatif aux droits de l'homme.

100. Un autre projet que doit exécuter l'UNICEF, en coopération avec le Ministère de la famille et des affaires sociales et le Ministère des finances et de la planification économique, consiste à mettre au point une matrice d'indicateurs permettant de suivre l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de la Convention relative aux droits de l'enfant. Une enquête à indicateurs multiples visant à établir un suivi régulier des programmes aiderait le Ministère de la planification à coordonner les statistiques sociales et fournirait des données et statistiques sur la situation économique et sociale des femmes et des enfants en vue d'évaluer les progrès réalisés dans la mise au point des politiques et la planification des programmes ainsi que leur exécution.

101. Le Groupe thématique interorganisations coordonne aussi l'exécution de programmes visant à donner aux femmes une autonomie politique et économique, à créer des capacités par le biais de leur formation professionnelle, à les aider dans le processus de réinstallation, à leur garantir enfin la sécurité alimentaire et une éducation. La Rapporteuse spéciale a également jugé encourageant que les activités menées dans les domaines de la santé générale des femmes et de la santé de la reproduction comprennent aussi le traitement des femmes victimes de violences.

A. Opération sur le terrain pour les droits de l'homme au Rwanda

102. Dans ses entretiens avec le chef par intérim de l'Opération sur le terrain pour les droits de l'homme au Rwanda, ainsi que lors d'une réunion avec des spécialistes des droits de l'homme de différentes préfectures, l'absence de soutien financier et politique à l'Opération a été présentée comme l'un des principaux obstacles à l'exécution effective des programmes de celle-ci. En ce qui concerne les questions soulevées à propos de son mandat, la Rapporteuse spéciale a noté avec préoccupation que les spécialistes de l'Opération n'avaient reçu aucune formation qui leur permette d'observer, de reconnaître et de signaler des violations sexo-spécifiques des droits de l'homme. Il est aussi apparu qu'aucun de ces spécialistes des droits de l'homme n'avait de connaissance particulière des questions de discrimination sexuelle. Les rapports périodiques de l'Opération ne présentaient pas de données ventilées par sexe dans leurs conclusions et aucun des projets en cours ne traitait spécifiquement de la question des violences à l'égard des femmes ni de celle des femmes victimes de violences. La Rapporteuse spéciale a été informée que les activités de l'unité administrative chargée des séquelles du génocide et des groupes vulnérables qui avait été créée au sein de l'Opération avaient dû être suspendues faute de ressources. Nombre des

représentantes d'organisations féminines que la Rapporteuse spéciale a rencontrées ont déclaré qu'elles avaient tenté d'obtenir ou, en tout cas, espéré obtenir le concours de l'Opération dans les aspects de leurs activités touchant les questions juridiques de fond et les droits de l'homme, mais que cette collaboration, voire une forme plus permanente de coopération, leur avait toujours fait défaut.

103. Dans ses discussions ouvertes et éclairantes avec le personnel de l'Opération, la Rapporteuse spéciale s'est rendu compte que les difficultés logistiques et l'absence de soutien du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de Genève dont relève ce personnel sont dans une certaine mesure à l'origine des insuffisances susmentionnées. L'octroi de contrats à court terme pour des missions éprouvantes, sans aucun plan de carrière ni aucune possibilité de formation professionnelle, entraîne inévitablement un taux de rotation du personnel très élevé et une absence de mémoire et de continuité institutionnelles, toutes choses qui ont des répercussions directes sur les programmes et activités de l'Opération.

104. La Rapporteuse spéciale juge encourageant que dans un nouvel esprit de coopération avec le Gouvernement rwandais, chaque ministère ait accepté de charger deux personnes de demeurer en liaison permanente avec l'Opération pour les questions relatives aux droits de l'homme. De ses entretiens avec le Ministre de la famille et des affaires sociales, la Rapporteuse spéciale a tiré l'impression que si celle-ci semblait avoir eu quelques déceptions dans ses rapports passés avec l'Opération, elle était désireuse d'explorer les possibilités de renforcement des programmes et stratégies axés sur les droits individuels des femmes en collaboration avec l'Opération.

105. Compte tenu que, trois ans après la crise rwandaise, la Haut-Commissaire aux droits de l'homme procède actuellement à un réexamen critique du mandat de l'Opération, la Rapporteuse spéciale lance un appel pressant pour que les questions féminines soient recentrées dans toutes ses activités et que des projets de coopération technique venant expressément en aide aux femmes victimes de violences soient exécutés. La Rapporteuse spéciale est profondément convaincue que le mandat, unique en son genre, qu'a reçu l'Opération de suivre la situation des droits de l'homme au Rwanda, obligeant le Gouvernement à rendre des comptes dans une large mesure, ne doit pas être aboli; mais il convient de reconnaître que l'Opération est aussi en mesure de fournir une coopération technique et des services consultatifs au Gouvernement dans une tentative pour empêcher toute nouvelle violation des droits de l'homme.

106. Dans le même temps, au cours de ses entretiens avec le Ministre des affaires étrangères, la création d'une commission nationale des droits de l'homme ainsi que le prévoyait la Constitution est apparue comme l'une des priorités pour lesquelles le Gouvernement sollicitait un appui de l'Opération. Celle-ci pouvait également fournir une formation à la sensibilisation juridique du grand public, des juges et des responsables de l'application des lois ainsi que des organisations non gouvernementales et des organisations féminines travaillant avec les victimes féminines, de manière à instiller une "culture des droits de l'homme" dans la société rwandaise. En outre, l'assistance juridique et l'appui politique à des projets lancés par des

organisations féminines sont des possibilités à explorer. La Rapporteuse spéciale souhaiterait aussi inviter instamment l'Opération à prendre une part active au Groupe thématique interorganisations sur les femmes et la parité entre les sexes afin de coopérer à l'exécution des nombreux projets en cours et prévus.

B. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

107. La Rapporteuse spéciale a été informée que le PNUD avait redoublé d'efforts pour recentrer la question féminine dans ses programmes et s'était notamment concentré sur les survivantes dans ses programmes de réintégration, faisant participer les femmes à des activités génératrices de revenus et projetant d'apporter une aide à la diffusion des lois révisées sur les droits des femmes lorsqu'elles seraient promulguées. Ces mesures sont prises dans l'objectif de faire participer à terme les femmes à la prise de décisions au plan local. Par ailleurs, UNIFEM a lancé un projet de formation de formateurs en matière de services d'assistance sociopsychologique aux survivantes traumatisées du génocide.

108. Le plus intéressant, toutefois, semblait être le programme du PNUD sur la justice qui a été lancé pour satisfaire les besoins les plus fondamentaux devant la désintégration totale du système judiciaire. Parmi les priorités de ce programme en 1996/97 figurait l'amélioration des conditions de détention des femmes. Le PNUD était chargé de construire deux nouveaux pavillons pénitentiaires réservés aux femmes, d'une capacité d'accueil totale de 500 détenues, dotés des installations hygiéniques et sanitaires de base, permettant notamment de se procurer de l'eau la nuit. La Rapporteuse spéciale a aussi été informée qu'en 1998, le programme sur la justice serait axé sur la fourniture de services juridiques gratuits tant aux victimes qu'aux tortionnaires, la formation des procureurs et la sensibilisation des juges aux droits individuels des femmes.

C. Haut-Commissariat des Nations Unies aux réfugiés (HCR)

109. La Rapporteuse spéciale a eu des discussions utiles avec le représentant du HCR à Kigali et le Conseiller régional aux réfugiés récemment nommé, qui ont tous deux accepté que l'on fasse suivre une formation à la parité entre les sexes au personnel du HCR et que les femmes participent effectivement à l'exécution des programmes où les problèmes principaux devaient être traités. Ainsi, dans un programme de réconciliation exécuté dans le camp de Kibungu, sur 80 participants, seuls quatre étaient des femmes, et ce malgré l'idée généralement acceptée que les femmes sont plus ouvertes à tous efforts de réconciliation et de consolidation de la paix dans la période suivant la fin d'un conflit. Les comportements traditionnels et la modeste condition des femmes dans la société seraient les principaux obstacles à leur participation plus active à de tels programmes. La Rapporteuse spéciale a souligné l'importance d'une formation à la sensibilisation des réfugiées aux questions juridiques car de telles connaissances et la confiance en soi qu'elles permettaient d'acquérir dans les camps se révéleraient inestimables pour les femmes lorsqu'elles rentreraient chez elles et tenteraient de reconstruire leur vie.

110. En ce qui concerne les violences à l'égard des femmes réfugiées dans les camps, la Rapporteuse spéciale a été informée que les incidents de viol et les violences sexuelles qui s'étaient produits dans les années passées étaient désormais rares et que l'on ne signalait plus que de rares cas, de temps à autre. Dans le camp de Ngara, en particulier, il a été signalé des viols fréquents dans le contexte d'une augmentation générale de la violence, et bien que des postes de police aient été établis à l'intérieur du camp, l'ordre n'y a jamais été complètement restauré. Dans pareil climat de violence, il est inévitable que ce soient les femmes et les enfants qui souffrent le plus. Néanmoins, il a été souligné que les violences sexuelles et les viols commis dans les camps ne faisaient apparemment pas partie d'une stratégie systématique de violence visant tout particulièrement les femmes, mais qu'il s'agissait plutôt de cas isolés. L'exception à cette règle concernait les bordels gérés par les réfugiés eux-mêmes dans le camp de Goma en République démocratique du Congo, où les réfugiées étaient soumises à une exploitation sexuelle commerciale. La Rapporteuse spéciale a appris avec consternation qu'alors que le HCR avait tenté de faire fermer ces établissements, les autorités gouvernementales de la République démocratique du Congo, peut-être directement intéressées, avaient semble-t-il accordé des autorisations d'exploitation à ces bars et entreprises.

111. La Rapporteuse spéciale s'est également déclarée préoccupée de ce que si tous les camps offraient des services sociopsychologiques aux réfugiés, il n'y avait pas de services spécialisés dans l'aide aux femmes victimes de viols dans les camps de la région. Elle a donc jugé encourageant d'apprendre que l'une des premières priorités du Conseiller régional pour les réfugiées était de veiller à ce qu'une aide et des consultations psychologiques soient offertes à toutes les réfugiées victimes de violences. Il a aussi été déclaré que les installations mises à la disposition des femmes réfugiées dans les camps dépendaient largement du bon vouloir des responsables de ces camps et que, par conséquent, il convenait de chercher à fournir plus systématiquement des services adaptés aux besoins des femmes.

112. C'est avec un intérêt particulier que la Rapporteuse spéciale a appris que le HCR exécutait des projets de réinstallation dans tout le pays, finançant la construction de maisons à l'intention des rapatriés. Si aucun certificat ou acte de propriété n'est délivré pour la maison, l'autorité locale (le bourgmestre) décide de son affectation. La Rapporteuse spéciale a appris avec intérêt qu'apparemment les autorités locales sont également désireuses d'affecter des maisons à des femmes célibataires chargées de famille. Cependant, les avantages à long terme des projets de réinstallation destinés aux femmes dépendent de la réforme attendue des lois surannées concernant la propriété et les droits de propriété, surtout en ce qui concerne les femmes, ainsi que des réformes foncières. La Rapporteuse spéciale espère aussi que les fonds collectés par le HCR dans le cadre de l'initiative des femmes rwandaises seront utilisés avec profit pour conférer aux rapatriées une certaine autonomie par le biais de la stabilité économique et sociale.

VII. ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

113. La Rapporteuse spéciale a visité à Kigali la Polyclinique de l'espoir, centre médical qui fournit des services sociopsychologiques et des soins médicaux aux femmes victimes de violences. Son directeur met au point un

projet qui consisterait à établir dans chaque préfecture un centre d'accueil des survivantes, qui leur fournirait en un seul endroit des conseils juridiques, des soins médicaux et psychologiques et une assistance sociale. Les possibilités de financement, la formation de personnel qualifié et les infrastructures de ces centres sont élaborées en coopération avec le Ministère de la famille et des affaires sociales, l'association Haguruka et le cas échéant l'Opération sur le terrain pour les droits de l'homme au Rwanda. La Rapporteuse spéciale est très favorable à ce projet global qui s'adresse aux femmes victimes de violences et demande à toutes les institutions des Nations Unies d'appuyer cette initiative.

114. L'Association des veuves du génocide (AVEGA) appuie aussi les survivantes du génocide et offre un traitement complet aux femmes victimes de violences, aux veuves et aux orphelins. Ce programme comprend des services de santé, y compris en matière de traumatologie, une assistance sociale, des activités génératrices de recettes, une assistance juridique et la construction de logements. Une autre association féminine appelée Barakabaho travaille par l'intermédiaire d'une Eglise locale et avec des missionnaires à regrouper des survivantes qui ont besoin d'un appui financier mais aussi moral. La Rapporteuse spéciale s'est rendue dans une réunion de femmes à Barakabaho et a écouté les témoignages de victimes de violences. Lorsqu'elle leur a demandé comment elles arrivaient à surmonter les horreurs qu'elles avaient subies au cours du génocide, elles ont souri et répondu que la solidarité entre les survivantes et la possibilité de chanter ensemble leur donnaient force et espoir. C'est pour ces raisons que la Rapporteuse spéciale félicite tous les groupes de femmes du Rwanda qui travaillent sans relâche et avec de maigres ressources à édifier un réseau d'appui aux survivantes.

115. Au cours de sa visite à Taba, dans la préfecture de Gitarama, la Rapporteuse spéciale a rencontré des représentants de la Structure d'encadrement des veuves et des orphelins dans la commune de Taba (SEVOTA), association qui aide les veuves et orphelins du génocide dans le cadre d'un processus de resocialisation comprenant notamment la fourniture d'un appui psychologique, social et économique. La SEVOTA a pour but de créer une culture de paix et de solidarité communautaire parmi les survivantes, dont la plupart sont victimes de violences, en instituant des réseaux parmi ces femmes et en organisant des groupes de discussion ainsi que des activités culturelles et récréatives. La SEVOTA regroupe aussi 121 organisations locales telles que l'Association de solidarité des femmes rwandaises (ASOFERWA), qui construit des villages de la paix à l'intention de groupes vulnérables dans toutes les régions du Rwanda et utilise ces villages comme bases de redressement socio-économique et de réconciliation nationale. Les autres mesures prises ont pour effet d'améliorer les conditions de vie des veuves et des enfants et de réaliser un développement intégré ainsi que l'autonomie durable de communautés cibles. L'association Haguruka est un autre exemple d'association de femmes bien établie, qui fournit notamment un appui juridique aux survivantes.

116. Le Réseau des femmes pour le développement rural possède des centres de consultation sociopsychologique à l'intention des survivantes à Taba, Ginkongoro, Kibuye et dans d'autres régions du pays; ces centres fournissent une assistance médicale gratuite à ces femmes et des soins médicaux spécialisés à celles qui ont été violées. Dans le même temps, le Réseau s'attache à diffuser les dispositions de la loi sur le génocide relatives

au viol et fait pression pour une réforme juridique visant l'avènement de la justice et de l'égalité sociale pour les femmes par la loi. Le Réseau a également commencé à établir une étude en vue de dresser un profil socio-économique de la condition de la femme au Rwanda après le génocide. Cette initiative est très importante car ce n'est que sur la base d'une analyse de la situation réelle que des mesures efficaces peuvent être prises.

117. La Rapporteuse spéciale a également rencontré des représentants de PROFEMMES, un organisme-cadre établi en 1992, comprenant 35 associations de femmes rwandaises. PROFEMMES apporte une assistance aux survivantes et aux orphelins, met en relation entre eux les groupes de femmes formés en exil et organise des séminaires pour encourager les femmes de tous les groupes ethniques à coopérer à une "culture de paix". L'un des projets de PROFEMMES qui a été couronné de succès et que la Rapporteuse spéciale a visité était le village de la paix Nelson Mandela où des femmes hutus et tutsis vivent dans des maisons neuves, en une petite communauté où les services sont collectifs. Un autre programme novateur géré par PROFEMMES est l'organisation de femmes en coopératives en vue d'améliorer les facilités de crédit et de prêt dont elles peuvent bénéficier; il n'existait qu'une coopérative de ce type dans tout le pays, fonctionnant sur le modèle de la banque "Grameen" qui offre des microcrédits aux femmes chefs d'entreprise.

118. La Rapporteuse spéciale a également eu l'occasion de visiter le Club des mamans sportives, association qui aide principalement les femmes du groupe ethnique marginalisé des Btwas. Les cours d'alphabétisation et de couture, ainsi que des marches de la paix organisées le dimanche, sont quelques-uns des moyens par lesquels le Club espère créer une solidarité et l'unité entre les femmes hutus, tutsis et bwas au Rwanda.

VIII. RECONCILIATION, DEMOCRATIE ET PARTAGE DU POUVOIR

119. Le 10 décembre 1997, les milices hutus ont effectué une descente contre un camp de réfugiés abritant des hommes, des femmes et des enfants tutsis et ont tué 271 personnes ¹⁹. D'après les mêmes informations, "des milliers de civils hutus désarmés ont été tués par les soldats du RPF au cours de campagnes anti-insurrectionnelles menées dans le Nord-Ouest". D'après les spécialistes des droits de l'homme sur le terrain, au moins 6 000 personnes ont été tuées depuis mai 1997. Si le Rwanda jouit d'une certaine paix, c'est une paix ténue, constamment menacée. La Rapporteuse spéciale pense que la violence d'une manière générale et la violence contre les femmes en particulier ne cesseront au Rwanda que si s'instaurent une réconciliation et un partage du pouvoir entre les deux principales communautés. Seule une solution politique à ce problème amènera une paix durable après tant d'années de guerre implacable.

120. Le Gouvernement rwandais a la ferme volonté de respecter les Accords d'Arusha qui offrent une solution à la crise actuelle en instaurant la démocratie et le partage du pouvoir. Des porte-parole du Gouvernement et des parlementaires ont mis l'accent sur le fait qu'il s'agissait d'un gouvernement provisoire, en attendant l'application des Accords. Cependant, très peu d'éléments permettent de penser que le Gouvernement provisoire évolue vers la démocratie et la cohabitation avec la majorité hutu. Si ce processus de réconciliation n'est pas mené activement, les combats au Rwanda se

poursuivront sans fin. Le nombre de tués augmente et une solution militaire est impossible. La Rapporteuse spéciale est profondément convaincue que la seule solution est le partage du pouvoir dans un cadre démocratique. On espère que le Gouvernement rwandais s'attachera à appliquer intégralement les Accords d'Arusha et à susciter une véritable réconciliation. S'il n'est pas prêt à accélérer le processus de l'unification de la nation et du partage du pouvoir, la violence se poursuivra et l'on ne peut exclure un nouveau génocide.

IX. RECOMMANDATIONS

A. Au niveau international

121. De nombreux Rwandais croient que l'ONU et la communauté internationale ont laissé faire le génocide et n'ont pris aucune mesure pour l'empêcher alors que des organismes et institutions des Nations Unies avaient mis en garde contre ce péril. Dans ce contexte, des excuses du Secrétaire général de l'ONU exprimant son regret de ce que le génocide ait eu lieu et que l'ONU n'ait pas été en mesure de réagir à temps feraient beaucoup pour dissiper les désillusions et la méfiance des survivants rwandais de la violence. De telles excuses seraient aussi le gage de l'attachement de l'ONU au processus d'édification de la nation rwandaise et au respect des droits de l'homme au Rwanda.

122. La communauté internationale devrait prendre des mesures radicales pour veiller à ce que le Tribunal international pour le Rwanda à Arusha fonctionne efficacement. L'Assemblée générale devrait dégager des fonds à long terme pour financer le Tribunal, et veiller à ce qu'il dispose de personnel qualifié auquel on offrirait des conditions d'emploi appropriées. La communauté internationale devrait se préoccuper d'ores et déjà du détachement de spécialistes et d'experts au titre de contrats de longue durée.

123. Tous les Etats devraient coopérer avec le Tribunal. Les Etats devraient fournir leur aide pour collecter des éléments de preuve, arrêter et transférer tous les individus mis en accusation par le Tribunal.

124. Le Programme de protection des victimes et témoins du Tribunal devrait être examiné par une équipe d'experts internationaux et des mesures appropriées devraient être prises pour veiller à ce que les témoins n'aient pas peur de déposer. La communauté internationale devrait envisager d'expatrier les principaux témoins hors du Rwanda, ce qui nécessiterait la coopération de tous ses membres.

125. Le Bureau du procureur devrait être aidé dans ses tentatives actuelles pour instruire les affaires de violence sexuelle. Il serait bon qu'un procureur spécialisé dans les crimes de violence sexuelle soit adjoind à l'équipe du ministère public.

126. Le Tribunal devrait disposer d'une infrastructure de communications suffisante pour pouvoir s'acquitter de son travail de manière compétente. La communauté internationale doit veiller à ce que le Tribunal soit doté d'un nombre approprié de téléphones, de fax et d'ordinateurs ainsi que d'une infrastructure suffisante en matière de courrier électronique et d'accès à Internet. Le nouveau greffier devrait procéder à une évaluation des besoins et

la présenter au Conseil de sécurité. Ceci permettra au Tribunal de communiquer efficacement avec ses homologues dans le monde entier et lui facilitera la diffusion d'informations.

127. Le Tribunal international pour le Rwanda devrait envisager de faire jouer les dispositions du règlement de procédure et de preuve concernant les dépositions incognito afin de permettre aux témoins de déposer sans crainte de représailles.

128. Les spécialistes de la violence sexuelle du Bureau du procureur de La Haye devraient être en rapport plus étroit avec ceux de Kigali afin que les inculpations pour violence sexuelle soient effectuées en tenant compte du contexte rwandais.

129. Le Bureau du procureur suppléant devrait avoir un rôle moteur dans le domaine des enquêtes sur la violence sexuelle. Il devrait travailler en collaboration étroite avec les organisations non gouvernementales et les organisations féminines en vue d'identifier les victimes et de les inviter à se faire connaître et à témoigner aux procès. Les équipes d'enquêteurs devraient comprendre des membres parlant la langue locale et au fait des subtilités de la culture rwandaise.

130. Le Bureau du procureur suppléant devrait être plus créatif dans ses mises en accusation en matière de violence sexuelle. Comme au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie de La Haye, la violence sexuelle ne devrait pas être considérée seulement sous l'angle du viol mais aussi, dans certains contextes, sous celui de la torture, de l'esclavage et du génocide. La question étant actuellement traitée au niveau international, les stratégies du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie à La Haye et celles du Tribunal international pour le Rwanda à Kigali devraient être intégrées et complémentaires.

131. Le Tribunal international pour le Rwanda, notamment le Bureau du procureur suppléant de Kigali, devrait améliorer ses relations avec le Gouvernement rwandais. Le dialogue entre les membres du Tribunal et le Gouvernement rwandais devrait être renforcé afin d'aplanir les divergences, d'instaurer la confiance et d'entretenir de meilleures relations.

132. Le Bureau des relations publiques du Tribunal international pour le Rwanda devrait être plus actif afin qu'il soit accordé une plus grande publicité aux affaires présentant un intérêt particulier, notamment les affaires de violence sexuelle, et que ces informations soient plus largement diffusées. Les inculpations et autres informations devraient être affichées sur un site Web du Tribunal afin qu'il y ait un accès international aux informations émanant du Tribunal, sur le modèle du site Web du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

133. L'importante communauté internationale de donateurs présente au Rwanda ne s'est pas particulièrement intéressée à la question de la violence contre les femmes. Il est urgent de créer une équipe spéciale de représentants de tous les organismes donateurs chargés de traiter la question de la violence sexuelle et de ses conséquences sur la santé, l'autonomie économique, les possibilités d'éducation et la formation puisque cette question n'occupe

qu'un faible rang dans l'ordre des priorités de nombreux donateurs internationaux.

134. Le mandat de l'Opération sur le terrain pour les droits de l'homme au Rwanda devrait être révisé au vu des exigences du moment, sous une double optique de contrôle et d'assistance technique :

a) Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme devrait évaluer de façon critique les possibilités d'appui à la création d'une commission nationale des droits de l'homme au Rwanda;

b) L'Opération, en coopération avec le PNUD, devrait financer la construction de nouvelles prisons et de nouveaux centres de détention afin d'atténuer les conditions de vie inhumaines qui règnent dans les prisons centrales et les cachots du Rwanda, sur la base d'un accord avec le Gouvernement rwandais aux termes duquel l'accroissement du nombre de cellules ne saurait servir de prétexte pour détenir davantage de personnes sans aucun fondement juridique;

c) Les conditions d'emploi du personnel de l'Opération doivent être stabilisées et un plan de carrière créé afin d'en garantir l'efficacité, la qualité et la continuité;

d) Les spécialistes des droits de l'homme devraient recevoir une formation juridique adéquate, les sensibilisant aux questions féminines et les incitant à signaler les infractions d'ordre sexuel.

135. Toutes les institutions des Nations Unies devraient lancer des programmes d'appui aux organisations locales travaillant à la réadaptation psychologique et sociale des femmes victimes de violence.

136. L'Opération sur le terrain pour les droits de l'homme au Rwanda, le PNUD et UNIFEM devraient mettre en oeuvre des programmes ciblés sur les femmes victimes de violences, offrant notamment des services de formation à la sensibilisation aux questions juridiques et des conseils juridiques gratuits.

137. Toutes les institutions des Nations Unies devraient concevoir des programmes visant spécifiquement à fournir un appui économique et social aux femmes victimes de violences, notamment des activités génératrices de recettes, des bourses pour leurs enfants, des soins médicaux, une assistance sociale et des denrées alimentaires.

138. Les organisations non gouvernementales et professionnelles internationales devraient détacher du personnel juridique et médical auprès des institutions judiciaires et des hôpitaux rwandais; la formation de spécialistes locaux ou de personnel parajuridique ou paramédical devrait être effectuée par du personnel international.

B. Au niveau national

139. Le Gouvernement rwandais devrait appliquer les Accords d'Arusha. La réconciliation et le partage du pouvoir entre Hutus et Tutsis sont la seule façon d'aider à régler politiquement un problème apparemment insoluble.

Une solution militaire n'est pas possible car elle entraînerait un cercle vicieux de violence qui pourrait dégénérer rapidement en un nouveau génocide. Le Gouvernement rwandais doit avancer rapidement sur la voie de la démocratie et du partage du pouvoir.

140. Le Gouvernement rwandais devrait mettre fin à toutes les arrestations arbitraires, qui sont à l'origine du surpeuplement des prisons. Les détenus non inculpés devraient être relaxés sans condition. Il convient de réduire le surpeuplement des prisons, tout particulièrement des cachots où les conditions sont déplorables, en en construisant de nouvelles.

141. Le processus d'enquête et de poursuites en ce qui concerne les auteurs du génocide doit être conduit conformément aux normes internationales en matière de droits de l'homme. Les détenus devraient être informés de leurs droits à un procès équitable, notamment de la présomption d'innocence, du droit de procéder à un contre-interrogatoire des témoins de l'accusation et du droit de se faire assister par un avocat. Peut-être serait-il utile à cet effet qu'une brochure exposant ces droits soit établie dans la langue nationale.

142. Le Gouvernement rwandais devrait demander à la communauté internationale de l'aider à former des juristes et magistrats. Dans l'intervalle, il conviendrait de mettre en place un fonds qui permettrait aux juristes étrangers de venir représenter des accusés dans les procès pour génocide. La communauté internationale devrait prendre la tête de la formation des juges et avocats pour veiller à ce que les tribunaux nationaux et la magistrature du Rwanda respectent d'une manière générale les normes qui s'attachent aux garanties d'une procédure régulière. Les juges devraient aussi veiller au respect de la solennité des débats judiciaires afin qu'aucune pression indue ne soit exercée sur les participants à un procès.

143. La loi rwandaise sur le génocide devrait être modifiée de manière à répondre aux normes internationales concernant notamment le droit pour un tribunal de tenir compte de circonstances atténuantes et à offrir de véritables voies de recours. En outre, les tribunaux devraient enquêter sur les aveux pour déterminer s'ils ont été extorqués par la torture; si tel est le cas, ces aveux devraient être jugés irrecevables. Le viol devrait être reconnu comme une forme de torture. Le Gouvernement rwandais devrait ratifier la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

144. Le Ministère de la justice et les procureurs nationaux doivent instruire les affaires de violence sexuelle. Aucune affaire de ce genre n'a été portée devant les tribunaux. Il importe que le Ministère de la justice et le parquet aient une stratégie claire visant à engager des poursuites dans les affaires de violence sexuelle. Dans l'intervalle, des spécialistes internationaux de la violence sexuelle pourraient être recrutés comme consultants afin d'aider le ministère public à enquêter sur les affaires de violence sexuelle et mettre au point des stratégies de poursuites. Le parquet devrait travailler en collaboration avec les organisations féminines pour identifier les victimes et les témoins et permettre ainsi de porter cette question devant les tribunaux.

Tous ceux qui désirent lutter contre l'impunité des auteurs de violence sexuelle devraient considérer de telles mesures de suivi comme une priorité absolue.

145. Il convient d'instituer une équipe spéciale interministérielle qui s'occuperait principalement des violences sexuelles exercées au cours du génocide. Le Ministère de la famille et des affaires sociales devrait montrer le chemin, en coopération avec le Ministère de la santé, s'agissant de la mise au point de programmes de lutte contre les conséquences de la violence sexuelle. Le fait qu'il n'y ait que cinq gynécologues dans tout le pays est un grave problème au Rwanda, où une grande partie de la population souffre d'atteintes de la fonction reproductrice. Un groupe sanitaire mobile, s'occupant en priorité de la santé des survivantes du génocide, notamment les victimes de viol, devrait parcourir le pays et traiter les personnes touchées. Beaucoup de celles qui sont venues témoigner devant la Rapporteuse spéciale ont évoqué des problèmes de santé chroniques mais ont dit qu'elles consultaient rarement des médecins. Un groupe mobile permettrait de faire en sorte que les femmes qui vivent dans l'intérieur du pays reçoivent elles aussi une aide et des soins. Ce groupe mobile pourrait par ailleurs aider à traiter les problèmes liés au VIH/SIDA, aux avortements consécutifs à des viols, à la chirurgie restauratrice et aux grossesses chez les adolescentes.

146. La communauté internationale et le Gouvernement rwandais doivent continuer d'exécuter les programmes spéciaux visant à affranchir les femmes sur le plan économique. Le problème posé par les femmes seules chargées de famille est grave. Le projet de loi qui donnerait aux femmes des droits égaux en matière de propriété de biens fonciers et autres devrait être adopté d'urgence. En outre, des programmes spéciaux visant à faire connaître aux femmes leurs droits ainsi que des programmes de formation visant à leur donner l'autonomie économique devraient être exécutés par tous les secteurs, y compris le Gouvernement, la communauté des donateurs et les organisations non gouvernementales. C'est là l'un des besoins les plus pressants de l'heure. L'aide aux femmes victimes du génocide devrait être considérée comme une priorité élevée puisqu'elles sont souvent le seul soutien de toute leur famille.

C. Organisations non gouvernementales

147. Les organisations non gouvernementales devraient s'efforcer de faire comprendre aux femmes victimes la nécessité de dénoncer les criminels afin qu'ils soient traduits devant la justice et d'expliquer aux femmes appelées à témoigner les procédures judiciaires ainsi que de les entraîner à déposer devant les tribunaux.

148. Les organisations non gouvernementales devraient contrôler les conditions de détention des femmes et offrir une assistance juridique gratuite à celles qui sont accusées d'avoir participé au génocide.

149. Les organisations non gouvernementales devraient faire participer les femmes de tous les groupes ethniques à leurs activités locales et communautaires.

Notes

1/ Témoignage de "JJ", entendu par la Rapporteuse spéciale le 24 octobre 1997 alors qu'elle assistait en tant qu'observatrice au procès de Jean-Paul Akayesu devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda à Arusha. Le mot "Interahamwes" désigne les milices hutus pendant le génocide de 1994.

2/ Pour de plus amples détails, voir Alain Destexhe, Rwanda and Genocide in the Twentieth Century, Londres, Pluto Press, 1994 et African Rights, Rwanda: Death, Despair and Defiance, Londres, 1994.

3/ Pour une description générale du processus, voir African Rights, *ibid.*

4/ *Ibid.*, p. 30.

5/ Human Rights Watch, Shattered Lives: Sexual Violence during the Rwandan Genocide and its Aftermath, New York, 1996, p. 15 à 18.

6/ *Ibid.*, p. 21.

7/ *Ibid.*, p. 21 à 122.

8/ *Ibid.*, p. 23.

9/ Supra, note 5, Human Rights Watch, p. 2.

10/ Gouvernement rwandais, Département des statistiques, Ministère des finances et de la planification économique/FNUAP, Socio-Demographic Survey, 19 juillet 1997.

11/ *Ibid.*, p. 11.

12/ *Ibid.*, p. 8.

13/ Les cas exposés ci-après résument des témoignages de première main recueillis par la Rapporteuse spéciale au cours de sa mission.

14/ Christine Chinkin "Amicus Curiae Brief on Protective Measures for Victims and Witnesses", in Criminal Law Forum, vol. 7, No 1, 1996.

15/ Lawyers Committee for Human Rights, Prosecuting Genocide in Rwanda, juillet 1997, p. 39.

16/ *Ibid.*, p. 53.

17/ *Ibid.*, p. 62.

18/ Récit de première main de la visite de la Rapporteuse spéciale dans un cachot pour femmes de Taba.

19/ James C. McKinley, "Killings by Hutus frustrate hope of nation-building in Rwanda", International Herald Tribune du 23 décembre 1997, p. 2.

Annexe

LIST OF SELECTED PERSONS/ORGANIZATIONS WITH WHOM
THE SPECIAL RAPPORTEUR MET DURING HER MISSION

H.E. Ms. Aloysia Inyumba	Minister for Gender, Women and Social Affairs
H.E. Mr. Anastase Gasana	Minister for Foreign Affairs
H.E. Dr. Vincent Biruta	Minister for Health
Mr. Simeon Rwagasore	Attorney-General President, Human Rights Commission, National Assembly Vice-President, Political Commission, National Assembly
Ms. Rose Mukankomeje	President, Women's Caucus, National Assembly
Ms. Immaculé Kayumba	Member of the National Assembly
Ms. Agnes Mukabaranga	Member of the National Assembly
Mr. Théoneste Mutsindashyaka	Secretary-General, Ministry of Interior, Communal Development and Resettlement
Mr. Ephreme	<u>Bourgmestre</u> of Taba
Ms. Jacqueline Rusilibya	Ministry for Foreign Affairs
Ms. Urusaro Uwagaga Alice Karekezi	Independent Monitor on Gender-Related Crimes for the ICTR
Ms. Zayinabo Kayitesi	President, Haguruka
Ms. Soline Twahirwa	Executive Secretary, Haguruka
Ms. Claudine Gasarabwe	President, Dukanguke
Ms. Agnes Mukabaranga	Dukanguke
Ms. Beatrice Mutalikanwa	President, PROFEMMES
Ms. Shema Xaverine	ASOFERWA
Ms. Emerita Mukayiranga	Club mamans sportives
Ms. Mary Barikungeli	Director, Clinic of Hope

Ms. Veneranda Nzambazamariya	Women's Network for Rural Development
Ms. Jeanne Bushayija	Centre for the Economic Situation of Rwandese Women
Ms. Jane Rocamora	Judicial Adviser, Ministry of Justice/UNDP
Dr. Rwamasirabo	Director, Kigali Central Hospital
Dr. Jeanne Kabagema	Kigali Central Hospital
Dr. Francine Kimanuka	Kigali Central Hospital
Prof. Simon Gasibinege	Health Project, Butare Trauma Clinic
<u>Office of the Prosecutor, International Criminal Tribunal for Rwanda</u> (Kigali)	
Mr. Bernard Muna	Deputy Prosecutor
Mr. Max Nkole	Commander of Investigations
Ms. Sharon Lowery	Witness Liaison, Victims and Witnesses Protection Unit
Ms. Valentina Tsoverina	Legal Adviser
Ms. Fadila Tidjani	Victims and Witnesses Protection Unit
<u>United Nations</u> (Kigali)	
Mr. Babacar Cissé	Deputy Resident Representative, UNDP
Ms. Rebecca Dale	Special Assistant to UNDP Resident Coordinator
Ms. Rebecca Symington	Programme Officer (Justice and Human Rights), UNDP
Ms. Rose Rwabuhiri	UNIFEM Programme Officer
Mr. W.R. Urasa	UNHCR Representative
Ms. Armineh Arakelian	Regional Adviser for Refugee Women, UNHCR
<u>Human Rights Field Operation in Rwanda (HRFOR)</u>	
Mr. Simon Munzu	Chief a.i.
Judge Kaplan	Senior Adviser

Mr. Scott Hays	Head, Security and Communication Unit
Mr. José-Luis Herrero	Service Press and Information Officer
<u>International Criminal Tribunal for Rwanda</u> (Arusha, United Republic of Tanzania)	
Judge Laïty Kama	President of the Court
Judge Navanethem Pillay	
Judge Lennart Aspegren	
Mr. Agwu U. Okali	Registrar
Ms. Patricia Sellers-Viseur	OTP, ICTY/ICTR
Ms. Françoise Ngendahayo	Special Gender Adviser, Registrar's Office
Mr. Frederik Harhoff	Senior Legal Officer
Ms. Rosette Muzingo-Morrisson	Legal Officer
Mr. Roland Amoussouga	Chief, Victims and Witness Protection Unit (VWPU)
Ms. Sylvie Becky	Investigator, VWPU
Mr. Pierre Prospère	Prosecutor
Ms. Sara Darehshori	Prosecutor
